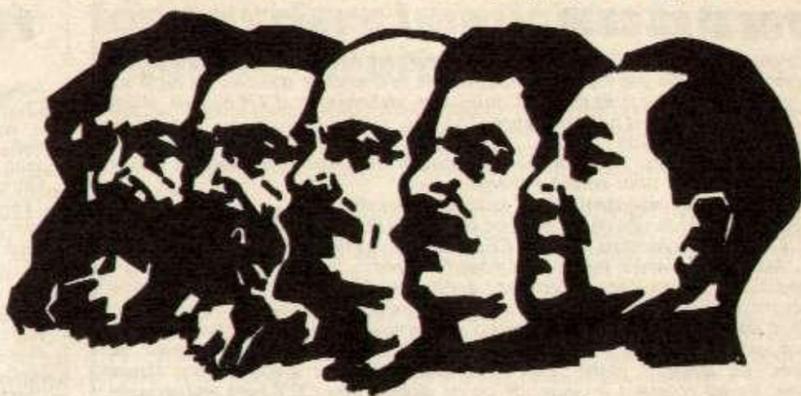


prolétaires de tous les pays, nations

# front rouge



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 35 / 27 JUILLET 1972 / PRIX : 1 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON / BP 47 / 60 397 LYON CEDEX 3

*malgré les congés*

## OUVRIERS FRANÇAIS ET IMMIGRES EN LUTTE CONTRE LE CAPITAL !



**ENGAGEONS  
LA BATAILLE  
CONTRE LE  
PROGRAMME  
BOURGEOIS  
PS-PC !**

*— déclaration  
du parti  
communiste  
de france —*

***en france capitaliste* pas de vacances  
pour la majorité des ouvriers**

**VIETNAM  
3 MOIS  
D'OFFENSIVE  
VERS LA  
VICTOIRE  
TOTALE**



## ournus

A la manufacture de Tournus (600 ouvriers), les ouvriers après la grève du 7 juin, décident de ne pas reprendre totalement le travail et d'entrer en lutte sur leurs revendications. Jusqu'au 30 juin, des débrayages d'1/4 h puis d'une demi-heure se succèdent pour réclamer :

- 6% d'augmentation
- maintien intégral de la prime de vacances avec avantages sociaux : 10 F pour épouse et 10 F pour enfant à charge.
- unification et réajustement des salaires sur les chaînes.
- réduction du temps de travail avec compensation intégrale.

Le 30 juin, les syndicats CGT et CFDT proposent des débrayages encore plus longs. Mais les ouvriers les plus combattifs crient : "grève illimitée, occupons l'usine !". Les syndicats acceptent, après avoir toutefois tenté d'avancer l'argument de "la proximité des vacances". Aussitôt les ouvriers s'organisent et décident une manifestation. Ce noyau d'ouvriers combattifs qui impulse la lutte, réclame par ailleurs une augmentation uniforme et uniquement pour les grévistes. Le lundi 3 juillet, quand les cadres tentent d'entrer dans l'usine occupée, ils les chassent à coups de poing devant une CGT bien embarrassée. Cependant, les arguments révisionnistes et réformistes tels que "il ne faut pas de division du personnel" pénètrent.

Si bien que, quand les syndicats, le lundi 3 juillet, après une discussion avec la PDG proposent la reprise avec 3% d'augmentation en 2 fois en ayant de plus abandonné toutes les autres revendications, la majorité accepte. Certes, les syndicats sont obligés de ressortir leur traditionnel arsenal d'arguments démobilisateurs : "le patron ne peut pas plus", "c'est la veille des vacances", "reprendre ce n'est pas abandonner la lutte, mais la continuer sous d'autres formes" pour convaincre les ouvriers les plus combattifs qui finalement acceptent, mais sans enthousiasme.

Correspondant Tournus

## leroy - lisieux

Les ouvriers des établissements Leroy à Lisieux ont fait grève pendant 15 jours du 14 juin au 3 juillet. 12 usines Leroy en France fabriquent des panneaux de contre-plaqué, aggloméré etc... Celle de Lisieux emploie 800 personnes dont plus de 500 ouvriers sur lesquels 200 à 300 femmes ; 50% des ouvriers ont entre 16 et 21 ans. Le salaire des jeunes ouvriers est de 3,03 F de l'heure et le salaire des autres catégories de personnel dépend de la classification (MS 1, MS 2, OS 1, OS 2, OQ, OHQ) déterminée par le patron. Les accidents de travail sont fréquents (doigts coupés par les couteaux qui découpent les panneaux de bois).

La grève part de l'atelier des MS 1 des presses qui réclament un reclassement. Le lendemain toute l'usine est en grève pour demander :

- 0,25 F d'augmentation pour tous.
- répercution de l'augmentation du SMIC au 1er juillet.
- révision des classifications.

Des piquets de grève sont immédiatement mis en place. Dans un 1er temps les manœuvres patronales échouent : les piquets de grève s'opposent à l'entrée de chargement de bois ; seules 20 personnes participent au vote à bulletin secret que la direction (avec l'accord de la CGT) organise pour la reprise. La direction alors accumule les entrevues avec la CGT seul syndicat dans la boîte. Si les délégués de la boîte organisent le soutien de la grève (tracts, collectes, distribution de denrées alimentaires, un défilé pour déposer une motion à la mairie), ce sont les responsables syndicaux qui sont envoyés pour négocier la reprise : le secrétaire général de la Basse-Normandie et le secrétaire fédéral de la section Bois venu de Paris. L'augmentation uniforme réclamée par les grévistes se transforme en augmentation hiérarchisée si bien que seuls les OHQ obtiennent ce qui était demandé : 0,25 F au 1er juin, 0,20 F au 1er juillet (augmentation du SMIC). Les jeunes ouvriers sont complètement oubliés. Programme Commun oblige !

Correspondant Lisieux

## souscription

Besançon	50	F	Suresnes	100	F
Le Puy	50	F	Paris	280	F
Nancy	10	F	Lyon	150	F
Montpellier	10	F	Sochaux	50	F
Le Puy	10	F	Lyon	50	F
Lyon	830	F	Besançon	300	F
Oyonnax	110	F	Lyon	10	F
Paris	250	F	Avignon	10	F
Lyon	176,50	F	Villefranche	180	F
	465	F	Paris	350	F
Lille	178	F	Total :	3789,50	F
Strasbourg	170	F			

Parmi les luttes qui ont éclaté pendant le premier semestre 72, et dont certaines se sont poursuivies jusqu'à ce mois de juillet, (Tôles perforées à Maubeuge, Neyrpic à Grenoble), beaucoup ont présenté des caractéristiques communes : grève longue et dure, revendications portant sur les augmentations non hiérarchisées, les primes de transport, le despotisme patronal, présence active de la CFDT souvent due à la faiblesse de l'influence des révisionnistes organisés... Front Rouge est déjà largement intervenu là-dessus. Pour les luttes de ce type qui éclateront sitôt finie la période des congés, il est important de caractériser la tactique suivie par les syndicats révisionnistes et réformistes, de recenser les possibilités de travail communiste offertes par ces luttes.

### TACTIQUE DES REVISIONNISTES

Au départ, les révisionnistes du P"C" F et de la CGT se sont ouvertement opposés aux mouvements déclenchés hors de leur contrôle. C'est parce que, d'une part les revendications avancées opposaient les ouvriers aux chiens de garde du capitalisme comme les agents de maîtrise ou les techniciens de l'organisation du travail, ces mêmes chiens de garde auxquels le P"C" F réserve une place de choix dans son union populaire. Mais c'est aussi d'autre part, parce que les révisionnistes ne disposaient pas au sein de l'usine de forces organisées suffisantes pour orienter, dévoyer le conflit ; spéculant sur l'échec de ces luttes, ils n'ont pas hésité à les attaquer, les dénoncer, croyant voir là, au début, un moyen pour l'avenir d'implanter la CGT chez les ouvriers découragés. Aucun moyen n'est oublié : les ouvriers immigrés de la Penarroya sont traités : "d'alphabètes paysans", les ouvrières de la Sescosem à Grenoble de "gaminettes irresponsables à mauvaise réputation", les paysans ouvriers du Joint Français d'"inexpérimentés de la lutte de classe" ; tous ceux qui

prennent l'initiative de soutenir financièrement les grévistes, sont sévèrement attaqués comme cherchant à extorquer des fonds aux ouvriers pour les détourner. Partout, à Nantes, à Clermont-Ferrand, à Fos, à Grenoble, à Thionville, à Lyon, il font auprès de la classe ouvrière une intense campagne pour empêcher les ouvriers de soutenir leurs camarades : à Paris, au Joint, ils se sont opposés par tous les moyens aux ouvriers qui ont débrayé ou participé aux manifestations !

Une telle attitude devient rapidement intenable, cela d'autant plus que plusieurs de ces grèves apportaient aux grévistes des avantages substantiels (parfois plus de 100 F d'augmentation mensuelle sont obtenus), cela d'autant plus qu'une lutte se termine, une autre a déjà éclaté, ce qui est l'indice, les révisionnistes peuvent le constater là où ils sont présents, d'une profonde combativité de la classe ouvrière actuellement. C'est ce qui amènera les révisionnistes à adopter au lendemain du référendum une tactique plus souple : création de comités de soutien bidons (avec la FEN, le SNI et... la CFDT) qui par le minimum d'argent collecté doivent permettre de colporter la ligne du P"C" F, et aussi, créer la confusion chez les ouvriers avec les comités qui effectivement soutiennent la lutte ; "appui" des municipalités révisionnistes aux luttes en cours (ainsi à Neyrpic, les municipalités révisionnistes de la banlieue de Grenoble accordent un soutien qui ne sera distribué qu'après la reprise du travail !); autre élément de cette tactique, c'est l'initiative prise par des syndicats locaux de la CGT après la grève du 7 juin, d'appuyer la combativité des ouvriers, par des débrayages tous les jours, voire dans certains endroits des grèves totales ; les journées nationales du 7 et du 23 juin, outre qu'elles prétendaient "associer" les ouvriers à la signature du programme commun de la gauche, devaient dans l'esprit des dirigeants

## tôles perforées - maubeuge

Aux Tôles perforées à Maubeuge (153 salariés) les conditions de travail sont particulièrement dures. Aucune sécurité (un ouvrier a été tué sur une machine il y a 6 ans, la même machine est toujours là, sans modification). Sur les 120 ouvriers la majorité sont des OS, parmi lesquels beaucoup de jeunes. Le salaire du SMIC à 6 F (de l'heure) est donné à la tête du client : un P1 à 4,80 F de l'heure, et un OS mouchard à 6 F ! Les ouvriers ont 2 fiches de paye : une officielle, l'autre de la main à la main. Les horaires hebdomadaires atteignent parfois 72 ou 80 heures. Les arrêts-maladie doivent être récupérés. C'est contre ces conditions de travail que les ouvriers ont déclenché une grève le 15 juin, pour réclamer :

- une augmentation de 0,50 F pour tous.
- une prime de vacances portée à 250 F.
- la suppression totale des heures supplémentaires au delà du maximum hebdomadaire légal.

5 jours après, l'occupation est décidée, car le patron Marelle veut faire sortir les tôles pour les faire traire dans une de ses usines en Belgique.

Les provocations patronales vont alors se succéder :

- le lendemain de l'occupation (21 juin) la maîtrise attaque le piquet accompagné (comme par hasard) d'un huissier qui relève le nom de 38 grévistes et les assigne devant le tribunal de grande instance.
- un gréviste attaqué par un membre de la direction est purement et simplement licencié... pour voie de faits !

le même huissier envoie une lettre à tout le personnel : "êtes-vous décidé à reprendre le travail ? Répondre par oui ou par non. Si c'est oui, la grève est brisée, si c'est non, c'est la rupture du contrat de travail".

- le 1er juillet, appel aux gardes mobiles qui délogent le piquet dans la nuit du 2 au 3 juillet, puis se retirent.
- appel à 4 vigiles, compères de Tramoni, employés par l'entreprise spécialisée de "gardiennage" l'A.C.D.S., sinistres individus, qui se sont déjà illustrés dans divers méfaits : service d'ordre pendant le séjour de l'empereur du Japon à Paris, attaque des grévistes d'Idéal-Standard à Aulnay S/Bois.
- envoi d'un nouveau ques-

tionnaire aux ouvriers que les cadres vont appuyer par leur pression à domicile chez les ouvriers.

pour compléter le tout, licenciement de 18 grévistes et 3 délégués.

Un comité de soutien a été créé le 30 juin avec la JOC, le PSU, le comité de lutte (Cause du Peuple) et le PS, maire de Maubeuge en tête qui a besoin des voix ouvrières pour se faire réélire. Les révisionnistes refusent d'y entrer sous prétexte que la grève est dirigée par des "éléments extérieurs". "Liberté", journal révisionniste local, fait le silence sur la continuation de la lutte. Quand l'huissier envoie des lettres individuelles, ce même "Liberté" parle de consultation démocratique des travailleurs ; quand la maîtrise attaque les piquets, il parle de heurts "entre grévistes et non grévistes" !

Quant à la CFDT, elle s'étonne devant la violence patronale ; pour elle Marelle (comme le patron du Joint Français) est un patron du 19<sup>e</sup> siècle qui refuse le dialogue, alors que d'après le responsable UD-CFDT, il existe de bons patrons dans la région qui savent négocier !

Correspondant Lille



Tôles perforées : piquet de grève devant l'usine.

## contre la dégradation des conditions de travail et de vie

# les luttes ouvrières s'opposent aux préparatifs électoraux de la CFDT et de la CGT

révisionnistes, avoir suffisamment d'impact pour balayer celui qu'avaient les grèves du Joint et de Thionville. Mais cette tactique, même assouplie, ne change pas de fond : quand les grèves durent, ou quand les comités de soutien développent un important travail, les révisionnistes ressortent leurs arguments sur "les grèves minoritaires qui prétendent faire reculer un trust", sur "les comités de soutien qui détournent l'argent". Simplement ils le font quand le découragement commence à apparaître.

### TACTIQUE DE LA CFDT

Mettant à profit la faible implantation des révisionnistes dans des usines petites et moyennes, les réformistes de la CFDT ont été particulièrement habiles pour s'imposer dans les luttes déclenchées. Dans un premier temps, la CFDT soutient les revendications des ouvriers, c'est pour elle un bon moyen de gagner des couches de la classe ouvrière qui ne sont pas accrochées par les revendications de la CGT. En faisant élire des comités de grèves la CFDT prétend faire la preuve que ce sont les ouvriers combattifs qui dirigent la lutte. En fait, les délégués CFDT se retrouvent inévitablement à la tête du comité de grève et font ainsi cautionner les directives de la CFDT par le comité. "L'avis des ouvriers" n'est en fait que l'avis diffusé par les délégués CFDT. Dans ces luttes la CFDT est bien le porte-parole principal de la bourgeoisie au sein des ouvriers.

En effet le soi-disant apolitisme sous lequel se camoufle la CFDT sert :

- à tenter d'empêcher les idées révolutionnaires de pénétrer chez les grévistes ; c'est pourquoi la CFDT réclame que le comité de soutien soit

sous la direction du comité de grève, ce qui revient à en faire une masse de manœuvre à sa dévotion dont le rôle doit se limiter à collecter l'argent, et non à poser des problèmes politiques devant les grévistes.

- à embarquer les ouvriers pieds et poings liés dans le fourgon de l'unité de la gauche : il ne s'agit pas de résister aux CRS qui interviennent à la SPC de Clermont, mais d'appeler au secours la CGT, qui a pourtant ouvertement dénoncé la grève... pour simplement tenir un meeting sur "les libertés républicaines". Aux NG de Thionville, la CFDT sous prétexte d'élargir le mouvement se précipite dans le comité de soutien fantôme créé par les révisionnistes. Le faux débat entre Maire et Ségué le 7 juin, sur les grèves locales, les grèves nationales ou les grèves politiques, est vite oublié par les 2 syndicats le 23 juin, à la veille des accords PS-P"C".

Ainsi le jeu "apolitique" de la CFDT s'éclaircit : comme la CGT est la courroie de transmission de la politique contre révolutionnaire du P"C" F, la CFDT sert de groupe de pression à la social démocratie (PS-PSU). La CFDT utilise les divergences, (notamment sur les revendications) qui l'opposent à la CGT pour augmenter son influence dans la classe ouvrière. Mais la seule perspective tracée par la CFDT c'est effectivement d'appuyer le programme commun de la gauche pour engager les ouvriers combattifs sur la voie réformiste leur enlevant toute perspective révolutionnaire.

### LES COMITES DE SOUTIEN ET LE TRAVAIL COMMUNISTE

Dans chacune de ces grèves s'est vérifiée l'importance des comités de

soutien. Plusieurs faits soulignent cette importance. D'une part le soutien financier dans ces petites usines n'a nullement été négligeable, et a ainsi favorisé la poursuite de grèves longues que les ouvriers étaient prêts à mener. D'autre part de nombreux ouvriers d'autres usines de la localité ont participé à la mobilisation des comités de soutien : par exemple à Grenoble, à Clermont, à Thionville, des manifestations de bien plus d'un millier de personnes, c'est à dire excédant largement le total des forces que peuvent regrouper les organisations participant aux comités de soutien), regroupant un fort pourcentage d'ouvriers, se sont déroulées à l'écart des révisionnistes qui ont tenté par tous les moyens de les saboter. Enfin, et c'est là le plus important, l'absence d'hostilité des ouvriers en grève de ces usines à l'égard des révolutionnaires, offre de grandes possibilités de mener le travail révolutionnaire ; les révisionnistes absents ou faiblement implantés n'ont pu renouveler leurs actes contre révolutionnaires comme à Renault Le Mans l'année dernière où ils étaient arrivés à organiser les jeunes ouvriers combattifs en commandos d'agression contre les révolutionnaires ; bien au contraire les ouvriers qui acceptaient le soutien financier dont ils avaient besoin, acceptaient tout aussi bien de discuter des problèmes politiques... quand évidemment ils étaient posés devant eux : l'intervention au cours d'une lutte, lorsque les contradictions sont particulièrement aiguës, lorsque les révisionnistes et les réformistes sont amenés à révéler leurs manœuvres au grand jour, offre d'importantes possibilités d'apprécier et de faire progresser le niveau de conscience des travailleurs.

(suite page 5)

## chantier de Penhoët

A nouveau, un ouvrier des chantiers de Penhoët a payé de sa vie le manque de sécurité à bord des bateaux en construction. La rupture d'un garde-fou placé à la hâte et le gars a fait une chute de 27 m. Le responsable ? Le patron des Chantiers qui demande de travailler toujours plus vite pour gagner plus de sous !

Correspondant Penhoët

envoyez vos correspondances sur les crimes du capital et les luttes ouvrières à :

frontrouge bp 47 69397 Lyon cedex 3



## CET de Maçon la jeunesse ouvrière contre l'exploitation capitaliste

Nous avons commencé, à quelques lycéennes, un travail sur les sections "cuisine" et "couture" d'un CET. Nous avons rencontré des filles très jeunes (14/15 ans). Une grande partie d'entre elles, d'origine paysanne, retourne à la campagne à la sortie du CET. Dans leur majorité elles n'ont aucun avenir professionnel, le savent et s'en étonnent peu. Tout ceci allait rendre notre travail particulièrement difficile.

L'utilisation directe de Front Rouge s'est avérée rapidement impossible, auprès de ces très jeunes filles, sans aucune conscience de classe, que l'idée même de lire un journal marxiste-léniniste faisait rire et qui ne savaient pas qu'il y avait une guerre au Vietnam. Il nous a fallu travailler d'abord avec notre propre matériel : un journal local "Demain l'usine" que nous avons largement diffusé et qui a "accroché" parce qu'il y avait à l'intérieur un petit article fait avec les quelques rares éléments que nous avions sur un aspect de la répression au CET : l'absence d'informations, l'interdiction de lire des journaux d'actualité à la bibliothèque. L'article les fait parler : c'était ce qu'elles vivaient. Des liens se nouent. Des réunions s'organisent par sections. On parle d'abord de l'administration et des profs qui exploitent les filles de la section "cuisine" en leur faisant faire gratis le travail du personnel de service, et là encore le plus sale boulot, qui exploitent les filles de "couture" en leur faisant faire gratis par exemple des casquettes pour tous les garçons du CET (que ces derniers sont contraints bien sûr d'acheter, et cher, à l'administration).

Petit à petit en nous appuyant sur la révolte de ces filles contre la situation qui leur est faite, nous découvrons que, si les capitalistes du textile préfèrent embaucher des filles, et en particulier des immigrées, sortant des classes pratiques des CES, ils ne se privent pas d'exploiter les filles du CET au cours même de leurs années de collège. Ils leur font réaliser gratis de grosses commandes au CET même (récemment 500 blouses d'hommes pour le rapace Crépier). Ils les prennent en usine pour des soi-disant stages (un stage par an, et 2 pour les classes de CEP), stages sur machines et non à la chaîne, mais obligatoires et non payés. Au CET, elles ne savent jamais pour quelle boîte elles travaillent, et sont chronométrées de 2 façons : soit en marquant le nombre de pièces faites dans la journée, soit les profs donnent un temps de base. On a le droit de s'arrêter 5 minutes mais il ne faut pas parler. Si on rate une pièce, on défailte et on recommence.

A ce moment là, nous commençons à pouvoir lier chaque fait de répression au CET à la répression et à l'exploitation des ouvrières d'un baigne bien connu de la classe ouvrière de Maçon et sur lequel nous commençons un travail. Doucet : les ouvrières qui s'évanouissent à la chaîne parce qu'il n'y a pas de ventilation, et dont les chefs se moquent en disant qu'elles sont enceintes, qui sont contraintes de ne pas aller aux toilettes et de se taire toute une journée pour avoir une prime spéciale de 25 F par mois ; les primes de rendement qui sautent régulièrement même si elles se dépêchent parce que le nombre de pièces à faire pour avoir le salaire de base augmente constamment ; les contrats d'apprentissage qui permettent au patron d'embaucher à 16 ans pour un salaire de 170 à 300 F, de licencier à 18 ans les ouvrières, sans compter les licenciements quand on ne tient pas la cadence.

Parler de Doucet va amener des discussions politiques. Elles voient la communauté d'exploitation au CET et à l'usine ; elles réagissent violemment, elles se révoltent, mais elles disent en même temps : qu'y faire ? Notre travail sera d'abord de montrer l'origine de cette double exploitation. Là encore, nous nous appuyons sur ce qu'elles voient, sur ce qu'elles savent. Ces filles à qui on a appris à se foutre de la politique, s'intéressent à ce qu'elles peuvent apprendre en histoire : par exemple nous avons des discussions sur la révolution de 1789, sur ce que représente la déclaration des droits de l'homme. Au moment et après leur stage en usine, nous commençons une propagande sur les femmes ouvrières en Chine. Elles sont extrêmement touchées : la classe ouvrière peut prendre le pouvoir.

Leur soif d'explications s'étend maintenant à l'actualité : par exemple sur le Vietnam. Au début, nous nous sommes contentés de leur apporter quelques éléments indispensables sur la lutte du peuple vietnamien : pourquoi le Vietnam est partagé en 2, pourquoi les américains sont au Vietnam, quels sont les vrais amis des vietnamiens, grâce à quelques explications courtes et très simples. Ensuite, elles se sont intéressées à un article sur le développement de l'Inde.

C'est en développant un large travail de masse sur le CET et sur le baigne Doucet que nous pourrions pousser plus avant ce travail.

Correspondant : cité technique Maçon

# modernisation des mines, nord du textile et de la sidérurgie = chômage et surexploitation

## 3/textile

Plus de la moitié des 200 000 ouvriers de l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing travaillent dans le textile. Aussi, la restructuration capitaliste du textile, menée ces dernières années, a-t-elle des conséquences très graves pour toute la classe ouvrière du Nord et du Pas-de-Calais.

Depuis des générations, le patronat textile domine largement l'industrie du Nord, s'opposant à l'installation d'autres industries pour éviter une concurrence sur le plan des salaires et les maintenir à un taux extrêmement bas : ils sont en moyenne inférieurs de 20% à ceux des autres branches de l'industrie et les 2/3 des ouvriers du textile gagnent moins de 800 F par mois (en 1971). Pour imposer la surexploitation, le patronat du textile du Nord a toujours eu recours au paternalisme et à la religion : dans une petite usine Lepoutre de Roubaix, les ouvrières doivent se faire exploiter dans le décor des images pieuses et des crucifix accrochés au mur par les patrons, et ce n'est pas un cas isolé.

### CONCENTRATION CAPITALISTE ET MODERNISATION :

Les années 60 marquent un tournant dans l'industrie textile du Nord : celle-ci restée avant tout orientée vers les produits traditionnels de base, notamment laine et coton, doit faire face à la concurrence de plus en plus grande des textiles artificiels et synthétiques (trusts Rhône-Poulenc, Courtauld de Grande-Bretagne, etc...), à la concurrence en Afrique noire où le marché de l'impérialisme français s'ouvre aux autres impérialismes du marché Commun, etc... Les mesures prises par les capitalistes ont pour but d'accélérer la concentration du capital pour mettre sur pied des entreprises modernes, "compétitives" et liquider ainsi des milliers de petites entreprises. De 58 à 69, le nombre des entreprises textiles en France est passé de 8 200 à 4 300, supprimant près de 150 000 emplois ; à Roubaix-Tourcoing, de 62 à 67, c'est 20 000 emplois du textile qui étaient supprimés, soit le 1/3 des effectifs du textile de l'agglomération. Aujourd'hui, 3 groupes de taille européenne : Agache-Willot, Dollfus-Mieghe Cie (DMC) et Prouvost-Masurel dominent largement le textile du Nord : diversifiant leur production, chaque groupe recouvre plusieurs branches du secteur : laine, coton, jute etc... et développe la production de textiles artificiels et synthétiques, ils essaient d'avoir la haute main sur la distribution, exemple : l'absorption des grands magasins "Bon Marché" et la "Belle Jardinière" par Agache-Willot, ils contrôlent un vaste réseau d'entreprises sous-traitantes sur lesquelles ils font retomber les a-coups de la production capitaliste.

Une masse considérable de machines très anciennes utilisées jusqu'ici est liquidée systématiquement en même temps que des entreprises : au lendemain de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, les capitalistes du textile avaient remis en marche tout un matériel désuet, parfois vieux de plus de 50 ans. Aujourd'hui, tout en poursuivant l'amélioration de la qualité du fil qui, en évitant de faire des casses permet de faire tourner les métiers plus vite, on utilise à titre expérimental chez Sartel (filature de coton) des métiers à filer Tchecoslovaques qui suppriment tout un stade de la production : étirage, réunissage, pratiquement toute la préparation ; s'ils sont commercialisés comme prévu d'ici 3 ou 4 ans, ces métiers permettront aux capitalistes de licencier d'un coup des milliers d'ouvriers en plus des prévisions officielles actuelles.

Toute cette politique est encouragée par l'Etat capitaliste : en Novembre 71, Ortoli, signait, en tant que ministre de l'industrie avec les patrons des filatures de laine peignée un accord leur filant 200 millions dans les 3 ans à venir pour favoriser la fermeture des usines les moins rentables ou leur rachat par les grosses entreprises.

### DES LICENCIEMENTS EN MASSE !

Le mois dernier, s'est achevé le licenciement de 1 400 ouvriers de "la Cotonnière de Fives" du groupe Boussac, à Marc en Baroeul, suite à un accord de coopération Boussac (coton) et Prouvost Masurel (laine) : c'est un exemple parmi des dizaines d'autres.

Les plus touchés par les licenciements sont les femmes et les immigrés qui, ensemble, forment les 2/3 de la main d'œuvre dans le textile du Nord. Les capitalistes exploitent des travailleurs portugais, nord-africains,

sous contrat de 6 mois ou 1 an pour ajuster plus facilement les effectifs à leurs plans de restructuration.

Aux licenciements et au chômage partiel qui a frappé massivement le textile du Nord en 1967, l'organisation en étant favorisée par l'accord patronat-syndicat sur les indemnités de chômage partiel : les horaires de 32 heures par semaine avec pertes de salaires en conséquence, étaient chose courante ; à "la lainière" de Roubaix, une partie des 5 000 ouvriers devait faire 32 h, l'autre partie 28 h ; en 70, les licenciements de "la Cotonnière de Fives" ont été précédés par une réduction d'horaire à 32 h, de juin à octobre, pour les 2 000 travailleurs de l'usine.

Pour masquer cette situation, la bourgeoisie parle de "reclassements" et essaie de freiner les luttes ouvrières, aidée en cela par la CGT et la CFDT qui ne combattent pas les licenciements mais se contentent de demander le "reclassement" des ouvriers licenciés.

Mais le nombre d'emplois offerts par le textile, qui diminue considérablement chaque année (au rythme actuel, c'est 16 000 emplois du textile qui disparaîtront d'ici 76) est bien loin d'être compensé par le nombre d'emplois nouveaux que procurent ici les industries de transformation, les industries électriques et alimentaires. De plus, beaucoup de femmes ne s'inscrivent pas au bureau de main-d'œuvre, et la bourgeoisie en profite évidemment pour ne pas les comptabiliser parmi les chômeurs.

chez Sartel au fur et à mesure que celles-ci quittent l'usine : les ouvrières espèrent que la perte de salaire ne sera que momentanée, mais le "momentané" peut durer 15 jours aussi bien qu'un an et plus.

— une dizaine d'ouvrières âgées d'une cinquantaine d'années voulaient "tenir" jusqu'à la retraite : craignant si elles se rembauchaient dans une boîte de textile d'être licenciées un jour ou l'autre, à un âge qui ne leur permette plus cette fois de retrouver du travail, elles ont préféré changer de profession et s'embaucher dans la bonneterie, par exemple chez "Olivier" à Roubaix : ouvrières qualifiées comme visiteuses chez Masurel gagnant 5,30 F de l'heure, elles se retrouvent avec une perte de salaire d'au moins 30 C de l'heure. Une ouvrière "reclassée" dans le plastique, se retrouve avec une perte de salaire de 1 F de l'heure. Quant au passage éventuel de la filature de coton à une filature de laine où les salaires sont souvent supérieurs, il s'accompagne d'une période de soi-disant "recyclage de 6 mois" avec perte de salaire correspondant, tout ça imposé par le syndicat patronal du textile.

— plusieurs ouvrières âgées de 56 ans, avaient besoin d'un travail car elles n'avaient pas encore l'âge de bénéficier de la pré-retraite, mais elles n'ont pas eu la force d'aller travailler ailleurs, découragées par les difficultés à trouver du travail à leur âge, notamment dans le textile où les capitalistes préfèrent exploiter des jeunes filles dès l'âge de 16 ans en profitant des abattements d'âge sur les salaires.

— plusieurs jeunes licenciés de chez

### LES FILLES DES MINES : UNE DEPORTATION QUOTIDIENNE VERS LE TEXTILE DE LILLE ROUBAIX-TOURCOING.

Les capitalistes du textile considèrent le bassin minier comme une réserve de main-d'œuvre pour leur exploitation forcée.

Chaque jour, 6 000 travailleurs, dont 4 000 femmes, du pays minier de Lens, Bruay, Carvin, viennent travailler dans le textile.

Tandis que globalement le nombre d'ouvriers du textile baissait, le nombre de travailleurs déplacés du pays minier est resté constant et à même augmenté, la proportion des filles des mines par rapport à l'ensemble des ouvriers du textile du nord, passant de 7% en 59 à 15% en 69). Ceci s'explique par l'absence d'emplois dans le pays minier dont la situation ne fait que s'aggraver avec la fermeture des mines.

Ces filles des mines dont la moyenne d'âge est de 23 ans doivent parcourir des distances considérables pour aller se faire exploiter dans le textile. Quelques distances :

- Bruay-Tourcoing : 65 km
- Néthume-Tourcoing : 53 km
- Lens-Tourcoing : 50 km.

Une jeune ouvrière de la "Lainière" de Roubaix explique que venant de Sallaumines, à côté de Lens (Pas-de-Calais), elle doit se lever chaque jour à 2 h 30 du matin pour aller chercher un car qui passe à 3 h 20 et l'amène à 5 h moins 20 à la "Lainière", où elle commence le travail à 5 h. L'après-midi, terminant le travail à 13 h, elle est de retour chez elle au plus tôt à 14 h 30. Ceci fait donc passer sa journée de travail à 11 h ou 12 h, avec une fatigue très grande dans des cars généralement inconfortables. Cette situation ne fait que s'aggraver car l'accroissement de la circulation sur des routes mal aménagées, allonge sans cesse le temps de parcours ! Encore faut-il payer 15 F par quinzaine, et, l'hiver, attendre au froid le car en retard à cause de la neige et du verglas.

Rien d'étonnant si les crises nerveuses sont fréquentes chez les filles des mines épuisées, engeulées par les contre-dames, et qui font des chutes dans les métiers et doivent être emmenées sur des civières. Dans ces conditions, les accidents sont fréquents, notamment les blessures aux mains et aux jambes :

"Il arrive un moment où tu ne vois même plus le danger"

### AU PREMIER RANG DANS LES LUTTES DES OUVRIERS DU TEXTILE

En tant que femmes et en tant que jeunes, les filles des mines sont parmi les plus exploitées des ouvriers du textile, comme à la "Lainière" de Roubaix. Elles sont aussi parmi les premières victimes des licenciements collectifs et des fermetures d'usines : sur les 1 400 licenciées de la "Cotonnière de Fives" à Marco-en-Baroeul, la moitié venait du pays minier (189 de Lens, 119 de Carvin etc...). Cette exploitation féroce avec en plus les longues traditions de lutte du pays minier dont elles sont originaires (elles sont souvent filles ou petites filles de mineurs sinon femmes de mineurs), font des filles des mines des éléments actifs de la lutte de classe.

Dans la grève de la Redoute à Roubaix en septembre 70, où 3 500 employées et manutentionnaires ont fait grève 7 jours contre les bas salaires (700 F par mois) et les cadences, ce sont les filles des mines qui ont été les plus combattives, ce sont elles qui organisaient le piquet de grève s'opposant aux cadres et aux flics, ce sont elles qui ont été les dernières à reprendre le travail.

### "RECLASSEMENT" = BAISSÉ DU SALAIRE REEL, DEGRADATION DES CONDITIONS DE VIE :

Mais que signifie "reclassements" pour la bourgeoisie ? Les ouvrières de chez "Masurel" en savent quelque chose. En novembre 70, le groupe Albert Masurel (2 000 ouvriers) était absorbé : ses fabrications de linge de maison reprises par "Texunion", filiale de DMC, sa filature de coton à Roubaix cédée en partie au holding "Révilion". Les patrons annonçaient : "Il n'y aura ni fermeture, ni licenciements, il faut faire du beau travail pour garder nos clients". En mars 72, la filature de Roubaix est liquidée, près de 300 ouvriers licenciés.

— à la veille de la fermeture, les manœuvres portugais et algériens s'occupent des cardes et du nettoyage, n'avaient toujours pas d'espoir de se recaser ailleurs.

— une partie a été embauchée à la filature de coton du "Sartel" : celles qui étaient ouvrières qualifiées chez Masurel, notamment les soigneuses de continus à filer, se retrouvent au début sans qualification, comme leveuses, démonteuses etc... avec une grosse perte de salaire. On leur promet qu'elles prendront la place des soigneuses de

Masurel, voulaient travailler en dehors du textile, à cause de l'insécurité totale de l'emploi et de la dureté du travail dans cette branche, comme ils étaient jeunes on les a foutus dans des centres de "formation professionnelle" : bâtiment, etc... pour les faire patienter mais en ne leur donnant aucune garantie qu'ils auront un boulot en sortant du centre. Pour la bourgeoisie ce sont des "reclassés" pour elle leur problème est résolu.

— pour les filles de mines, la fermeture de Masurel signifie l'allongement de la journée de travail : le car Masurel avait un itinéraire correspondant aux lieux d'habitation des ouvrières venant des mines ; avec la fermeture elles doivent prendre le car d'une autre usine qui n'a pas le même itinéraire et, dans certains cas, passe loin de chez elles, résultat : elles doivent faire chaque jour un long parcours à pied ou en vélo pour aller de chez elles jusqu'à l'endroit où passe le car.

Nous verrons dans un prochain article comment les capitalistes accompagnent les fermetures d'usines d'une intensification forcée du travail, et comment les ouvriers et les ouvrières s'opposent dans leurs luttes aux positions de la CGT et de la CFDT, qui ne proposent que des "reclassements".

# engageons la bataille contre le programme bourgeois PS-PC



Nous avons reçu dans notre courrier, la déclaration qui suit du P.C.M.L.F. (Parti Communiste Marxiste Léniniste de France, interdit par la bourgeoisie le 12 juin 1968). Parce qu'elle aborde un problème d'une brûlante actualité, qui concerne les marxistes léninistes : la lutte contre le programme commun PS-P"C"; nous la publions intégralement.

## déclaration du Parti Communiste Marxiste Léniniste de France

### des propositions économiques pour renforcer le capitalisme monopoliste d'état

La conclusion entre le PS et le P"C" d'un accord sur un programme commun de gouvernement fixe aux Communistes marxistes-léninistes d'importantes et urgentes tâches.

Le P.C.M.L.F. dénonce et combat impitoyablement le programme commun de gouvernement.

— Parce que ce programme concrétise très clairement les aspirations des deux partis à gérer les intérêts du Capital, parce qu'il est en tous points un programme bourgeois qui ne touche en rien la dictature de la bourgeoisie et préserve ses intérêts fondamentaux.

— Parce que ce programme, utilisant la pire démagogie, vise à prendre appui sur le juste mécontentement de la classe ouvrière devant la dégradation de ses conditions de vie et de travail pour dévorer ses aspirations révolutionnaires dans la voie du réformisme, de la lutte électorale, de la bataille parlementaire, etc...

— Parce que ce programme est une arme primordiale jusqu'aux prochaines élections législatives, aux mains des révisionnistes et des réformistes pour assaillir la classe ouvrière et y propager l'idéologie bourgeoise.

### "changer la vie, vivre mieux" une duperie pour piper les voix de la classe ouvrière

Pour s'assurer les suffrages de la classe ouvrière, une large partie du programme d'Union Populaire, presque la moitié, énumère une liste impressionnante de promesses : les 1000 F minimum, les 40 h, la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, la résorption du chômage, l'amélioration des transports, la suppression des ordonnances de 1967 sur la sécurité sociale... etc... Bref tout un ensemble de promesses qui aux dires du P"C" et du PS tendent à supprimer la paupérisation de la classe ouvrière.

Mais qu'en est-il en réalité ? — Tout d'abord, force nous est de constater que les dispositions et mesures précises dans le programme d'Union Populaire dans le chapitre "Changer la vie, vivre mieux" sont loin de correspondre aux déclarations d'intention sur l'amélioration du sort de la classe ouvrière : dans ce chapitre sont ardemment défendus les intérêts des intellectuels bourgeois, ceux-là même que la bourgeoisie entretient avec la plus value extorquée au prolétariat, ceux-là même à qui la bourgeoisie confie la tâche de diffuser, reproduire son idéologie (enseignants, artistes) ; de même, en aucun cas, il n'y est question d'abolir le salariat, d'abolir la contrainte qui fait que l'ouvrier n'a d'autre choix que de vendre sa force de travail à un capitaliste ; la "résorption du chômage" y ressemble bien plus à une "planification du chômage", organisé directement par l'Etat bourgeois et ses divers instruments dont l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE) ; de même, aucun engagement précis de date n'est fixé dans ce chapitre, une fois élu le supposé gouvernement de gauche.

— Ensuite, et au-delà des promesses avancées dans le programme et des dispositions qu'il contient, l'Histoire a clairement montré que tous les partis réformistes et révisionnistes — c'est-à-dire qui ont toujours dirigé leur action vers la conquête pacifique parlementaire du pouvoir en utilisant les institutions créées par la bourgeoisie pour maintenir sa domination au lieu de les briser par la révolution prolétarienne violente — ont constamment fait miroiter à la classe ouvrière toute une série "d'avantages" s'ils étaient élus pour ensuite, une fois au gouvernement bourgeois se faire les fidèles gérants de la classe dominante en renforçant l'exploitation du prolétariat. La classe ouvrière a déjà fait l'expérience d'un prétendu gouvernement de "gauche" en 44-47. La présence des représentants soi-disant ouvriers au gouvernement s'est marquée, alors que l'économie capitaliste et les profits des monopoles se relevaient à une allure extrêmement rapide grâce au "Retrouvez vos manches", par une paupérisation accélérée de la classe ouvrière : blocage des salaires et augmentation des prix, semaine de 55 h ou 60 h, cadences épuisantes etc...

— Enfin, il est tout à fait démagogique — à l'époque de l'impérialisme, à l'époque de la domination sans partage des monopoles capitalistes, à l'époque de la fusion toujours plus étroite entre l'appareil répressif des monopoles et l'appareil de l'Etat bourgeois — de faire croire à la classe ouvrière qu'il est possible d'obtenir une amélioration décisive de ses conditions de vie et de travail, et encore plus de supprimer l'exploitation capitaliste sans renverser la bourgeoisie comme classe dominante par la violence révolutionnaire, détruire la machine d'Etat bureaucratique et militaire et instaurer la dictature du prolétariat.

En dehors de cela, tout slogan sur le "socialisme", toute promesse de "changer la vie, de vivre mieux", ne sont que des mensonges creux, des misérables tentatives de berner les travailleurs.

### le passage pacifique, parlementaire et le maintien intégral de l'appareil militaire, policier et bureaucratique de la bourgeoisie

Or précisément comme tous les réformistes, ce que proposent le P"C" et le PS, c'est l'intégration pacifique, la transformation progressive, insensible, du capitalisme au socialisme avec ce que cela implique comme "moyen de combat" : la prise du pouvoir par la majorité électorale, le crétinisme parlementaire. Pour le P"C" et pour ses acolytes du PS, il s'agit pour le prolétariat de "prendre le pouvoir" sans faire la révolution prolétarienne, sans détruire l'Etat bourgeois — son armée, sa police, sa magistrature, son appareil bureaucratique, administratif etc... — qui a toujours été l'instrument de répression de la classe capitaliste contre le prolétariat.

Dans le chapitre "Démocratiser les institutions, garantir et développer les libertés", le P"C" et le PS s'acharnent à masquer les instruments du pouvoir de la bourgeoisie. La police, l'armée, la justice, les prisons ne sont plus, comme l'explique Lénine, des instruments aux mains de la bourgeoisie pour réprimer le prolétariat, le dissuader, l'empêcher par la violence de prendre le pouvoir, mais de simples instruments de "défense de la nation", "défense des libertés individuelles et collectives" que le "pouvoir actuel a détourné de leur rôle" ! Ce détournement daterait de 1958, date depuis laquelle les "traditions démocratiques de notre peuple" seraient menacées. Ainsi toutes les répressions sanglantes que le prolétariat a enregistrées depuis que le capitalisme existe, qu'il s'agisse des massacres sauvages des communards en 1871, ou des révoltes ouvrières de 47, de 53 matées par les CRS de Jules Moch le "socialiste", étaient pour Marchais-Mitterand simplement des opérations de "défense des libertés" ! Voilà sur quels exemples ils se guideront pour "garantir les libertés".

Ayant ainsi travesti les forces de répression qui maintiennent le pouvoir de la bourgeoisie, les partis de "gauche" proposent leur réforme : "démocratiser la police", "revoir et prolonger l'instruction profonde de la police", "compter sur le loyalisme sans faille des officiers et sous-officiers de l'armée" ! Ainsi on demande au prolétariat d'attendre du loyalisme des forces que plus d'un siècle de répression coloniale a entraîné aux assassinats des révolutionnaires, a forgé à l'image de Massu ! Ainsi "démocratiser la police" consistera sans doute à y embaucher plus d'ouvriers chômeurs, et "prolonger leurs instruction professionnelle" sera les entraîner plus activement à leurs tâches de répression ! Voilà qui est clair, il n'est nullement question de détruire les forces armées qui défendent le Capital, mais de les faire fonctionner telles quelles ; la bourgeoisie n'a rien à craindre, et pour le cas où des doutes lui resteraient, le programme commun promet d'interdire les partis qui revendiqueraient la violence armée révolutionnaire pour abattre la dictature de la bourgeoisie. Notre Parti interdit par le gouvernement bourgeois en 1968 sera tout autant poursuivi par l'éventuel gouvernement Marchais-Mitterand parce que justement il prépare la révolution prolétarienne armée. L'appareil militaire de la bourgeoisie préservé intégralement, le P"C" et le PS peuvent se permettre de réformer le parlement ou les autres institutions de la bourgeoisie, instaurer même de nouvelles structures participatoinnistes (Comité national de la jeunesse, assemblée régionale) : la bourgeoisie a toujours su accomplir toute la besogne d'Etat de manière cachée derrière le paravent que constituent justement des institutions.

Pour rendre crédible les promesses qu'il avance, le programme commun propose des réformes économiques qui doivent transformer progressivement la société capitaliste : or si on examine les trois plus importantes on est contraint de constater que ces réformes sont depuis longtemps mises en pratique par la bourgeoisie elle-même.

— Les nationalisations : une des illusions qu'ont toujours propagés les réformistes de tout temps, et qui est aujourd'hui reprise avec insistance par le P"C" et le PS est qu'il est possible, parallèlement avec les efforts d'un gouvernement de "gauche", de supprimer progressivement l'exploitation de l'homme par l'homme par le biais des nationalisations.

Or tant qu'elle garde le pouvoir, qu'elle conserve intacte sa machine d'Etat — indépendamment des partis qui trônent au parlement ou au gouvernement, la bourgeoisie n'a jamais eu peur d'effectuer des nationalisations — Bien au contraire, ces dernières constituent un des traits du capitalisme actuel — le capitalisme monopoliste d'Etat — et servent à la bourgeoisie pour réaliser le profit maximum. En France, la bourgeoisie a déjà recouru fréquemment aux nationalisations, pour la SNCF par exemple avant la guerre, les Charbonnages, l'EDF-GDF etc... après la guerre. L'Etat en indemnisant les propriétaires de ces entreprises, en réalisant les investissements nécessaires grâce au budget d'Etat pompé par l'impôt sur les ouvriers, en accordant aux autres capitalistes des tarifs inférieurs au prix de revient, c'est-à-dire en leur redistribuant une partie de la plus-value que l'Etat extorque aux ouvriers des entreprises nationalisées, joue bien le rôle d'Etat au service des capitalistes, d'Etat oppresseur des ouvriers.

Or les nationalisations prônées par le programme commun, tout comme les prises de participation de l'Etat

dans certaines entreprises, ne diffèrent en rien de ce qu'accomplit actuellement la bourgeoisie. Par exemple quelle différence y a-t-il entre une prise de participation à de Wendel-Sidelor et Usinor et l'actuel plan d'aide de l'Etat à la sidérurgie ? Le programme commun nous rétorque : "la gestion démocratique" ! Examinons.

— "La démocratie" dans l'entreprise : chaque entreprise nationalisée sera dotée de l'autonomie de gestion, c'est-à-dire du droit de décider de son programme de production, de son marché, de son budget, tout en s'inscrivant... dans les objectifs du plan, le contrôle de l'Etat ne s'exerçant qu'à postériori. Avec une telle marge de manœuvre on voit mal ce qui distingue le dirigeant d'une telle entreprise nationalisée de Dreyfus à Renault. Si répond le programme commun car c'est un conseil d'administration composé de "représentants élus des travailleurs, de certaines catégories d'usagers (syndicats, collectivités publiques, entreprises nationales) et de représentants désignés par le pouvoir, ces derniers ne pouvant être majoritaires". Ce qui veut dire plus précisément : des

bureaucrates issus de l'Etat bourgeois (qui rappelons le n'ont pas été chassés par la victoire éventuelle d'un gouvernement de gauche), de capitalistes d'autres usines, entre autre des PME qui sont clientes de l'entreprise nationale, d'ingénieurs-cadres-techniciens qui auront été élus "délégués" des travailleurs, enfin de représentants ouvriers dont les rares qui n'auront pas été corrompus, comme le sont actuellement les délégués aux comités d'entreprises des grandes usines comme Renault, Berliet, n'auront aucun pouvoir autre que celui de siéger !

— La planification : pour "coordonner" tout cela le programme commun a prévu un "plan démocratique" ; quand on a vu la marge de manœuvre laissée à chaque entreprise, il n'y a pas à s'interroger longtemps sur l'inefficacité d'un tel plan : tout comme le plan actuel il aura juste un rôle indicatif, mais le moteur de chaque entreprise, nationale ou pas, sera bien la recherche du profit maximum et non la satisfaction des besoins des masses, que seul un plan rigoureusement centralisé, appliqué et contrôlé peut apporter.

### une défense vigoureuse des intérêts impérialistes français

Malgré les promesses faites aux ouvriers immigrés venus se faire exploiter en France, malgré celles faites au nom de la coopération internationale aux peuples opprimés par l'impérialisme français, c'est la ferme défense des intérêts impérialistes de la bourgeoisie française qui est la règle du programme. La venue des ouvriers immigrés sera sévèrement contrôlée, planifiée par l'agence pour l'emploi. Les "DOM-TOM" resteront les colonies. Quant aux néo-colonies d'Afrique, outre le fait que toutes les bases militaires entretenues dans ces pays sont maintenues, "la France fera face à ses responsabilités particulières à l'égard des pays de l'ancien empire colonial", c'est à dire qu'elle s'opposera à la pénétration des autres impérialismes, qu'elle renforcera ses investissements de capitaux dans ces pays sous le biais de l'aide au développement... Avec toutes ces mesures le P"C" et le PS espèrent que seront conservés les surprofits coloniaux dont une partie sert à nourrir l'aristocratie ouvrière, si importante pour la diffusion du révisionnisme dans la classe ouvrière !



### une tâche pour les communistes : combattre le programme

Le contenu de ce programme, l'impact qu'il peut connaître par sa démagogie dans la classe ouvrière, la large offensive que déclenchent PS-P"C" en direction de la classe ouvrière pour la duper avec un tel programme exige de centrer la lutte anti-révisionniste dans la dénonciation de ce programme. C'est pourquoi le P.C.M.L.F. appelle tous les Communistes Marxistes-Léninistes, ses organisations de base à entreprendre dès aujourd'hui une campagne contre les propositions réactionnaires de ce programme. Il les combattra en s'appuyant :

— Sur le passé du P"C", particulièrement sur sa participation au gouvernement en 1944-1947, où ses propositions ont déjà été mises en pratique pour le plus grand profit de la bourgeoisie : comment les nationalisations des Houillères ont permis à l'industrie capitaliste de se relever rapidement, en surexploitant les ouvriers qu'aujourd'hui elle licencie.

dans les luttes qu'engage aujourd'hui le prolétariat, comment dans ces luttes elle joue le rôle de courroie de transmission de la ligne révisionniste du P"C" : par exemple quand elle s'oppose aux luttes anti-hiérarchiques ou contre le despotisme patronal qui compromettent l'alliance avec les cadres, par exemple quand elle lance des mouvements nationaux pour appuyer ses manœuvres politiques.

— Sur les opérations commerciales et financières que mène le P"C", dans ses municipalités, dans les comités d'entreprises, dans ses entreprises d'édition... Comment de telles opérations sont la préfiguration du P"C" au pouvoir.

— Sur les alliances électorales du P"C" avec le PS. Le passé de trahison et de corruption du PS est bien à l'image du P"C". Qu'ont fait Mitterand, Defferre contre le prolétariat, contre les peuples opprimés ! Faire connaître la liste de leurs crimes, liste que le P"C" veut rallonger.

En engageant la lutte contre le programme d'Union Populaire du P"C" et du PS, il s'agit pour notre Parti, non seulement de battre en brèche l'idéologie bourgeoise — sous sa forme révisionniste — dans la classe ouvrière, mais aussi et en même temps de répondre aux questions que se pose la classe ouvrière concernant la manière de passer au socialisme, et auxquelles le P"C" donne des réponses réformistes. Aussi notre Parti propagera largement son programme, adopté à sa dernière conférence nationale afin d'offrir une perspective révolutionnaire claire aux ouvriers qui prennent conscience de la trahison des révisionnistes.

Par l'organisation de meetings, par un intense travail de propagande et d'agitation dans les usines, par l'intervention dans les meetings des révisionnistes eux-mêmes, le P.C.M.L.F. appelle à harceler sans cesse ces ennemis du prolétariat, à les démasquer parce qu'ils sont les alliés de la bourgeoisie.

— Sur l'attitude adoptée par la CGT

# CHILI A QUI PROFITE L'UNITE POPULAIRE ?

Le Chili représente pour les politiciens bourgeois de la gauche française, l'image vivante de la démocratie avancée qu'ils proposent aux suffrages de la classe ouvrière, de la petite et moyenne bourgeoisie pour 73. Chacun a son rôle dans cette transposition exotique de la scène politique. Mitterrand, c'est l'Allende français, Marchais convoite les fauteuils ministériels des révisionnistes chiliens, et Rocard dispute à Krivine le soin d'incarner le MIR français. Ainsi tout le battage fait autour de l'expérience chilienne de "passage pacifique au socialisme" mérite-t-il notre attention. De leurs voyages en Amérique latine, Mitterrand et Duclos ont ramené de belles promesses pour la classe ouvrière : nationalisations, contrôle des usines, direction du pays par les travailleurs, augmentation importante du niveau de vie des masses.

Qu'en est-il exactement dans ce Chili "socialiste" dont les forces armées s'entraînent à Panama aux manœuvres anti-guerrilla sous la direction des marines américains ? Dans ce pays "progressiste" où les principaux journaux appartiennent à la droite fasciste, dans ce pays "indépendant" où les capitaux américains sont réinvestis dans l'électronique ou les constructions métalliques après les nationalisations des mines de cuivre ? Et surtout, quel sort est réservé à la classe ouvrière ?

de plus-value que la bourgeoisie moyenne, qualifiée d'alliée par le P"C" Chilien, extorque au prolétariat. Et quand on parle de bourgeoisie moyenne, encore faut-il voir qu'elle inclue des exploités de plusieurs milliers d'ouvriers.

## des indemnités coûteuses

Dans le secteur étatisé, la situation n'est guère différente. L'usine est dirigée par un cadre nommé par le gouvernement. Ainsi de nombreux ingénieurs du P"C" chilien sont devenus des patrons d'entreprise. Au conseil d'administration sur 11 personnes, seuls siègent 3 ouvriers, évidemment pour la plupart responsables syndicaux. Toutes les décisions sont prises en définitive par l'état, et cet état n'est pas un état prolétarien, mais le produit d'une collaboration de classe dominée par les intérêts de la bourgeoisie nationale. Ainsi par exemple lors de la nationalisation d'une importante entreprise, les ouvriers de l'usine avaient décidé l'expropriation pure et simple des capitalistes qui les avaient exploités suffisamment longtemps pour avoir remboursé de multiples fois leurs investissements primitifs. Le gouvernement a estimé le montant de l'indemnité à une somme égale aux salaires perçus dans l'année par tous les

l'essentiel d'assez grossières mystifications. Le gouvernement social-révionniste prétend développer dans tous les secteurs industriels l'économie chilienne, jusque là centrée sur l'extraction du cuivre. Il a nationalisé les mines de cuivre, mais réintroduit les capitaux américains dans les secteurs industriels qu'il veut développer (électronique, sidérurgie). Ce faisant, il n'a réalisé rien d'autre qu'une reconversion de la disposition des capitaux selon les branches de production, il a pris d'une main ce qu'il redonne de l'autre, nationalisé le cuivre et fait appel aux capitaux fournis par les indemnités pour impulser d'autres industries également tributaires de l'impérialisme. Il n'a en rien assuré l'indépendance du pays.

## rien ne peut changer sans affrontement armé avec l'ennemi sous la direction du prolétariat

Et c'est pour ce tour de passe passe qu'il a créé une multitude d'organismes étatiques où prospère une bureaucratie nombreuse, qui change le nom mais non l'essence des entreprises, la course au profit. C'est pour payer le prix de cette reconversion capitaliste que les bons apôtres du

quant à eux à cet affrontement. Ils ont constitué des bandes armées pour s'opposer à l'occupation des terres. Alors que la réforme agraire à un rythme extrêmement lent, et que le seuil d'expropriation est fixé à plus de 40 ha de terres irriguées, c'est-à-dire plusieurs centaines d'ha de terres non irriguées, plusieurs centaines de milliers d'afuerinos, d'ouvriers agricoles saisonniers sont sans travail et errent de ville en ville. La réforme agraire ne fait que rogner la position des féodaux, suffisamment pour que prenant peur devant les occupations de terres effectuées par les paysans sans terre, ils fassent passer le bétail en Argentine et affament ainsi le Chili ; insuffisamment pour bouleverser les structures féodales de l'agriculture chilienne. Face à cette situation, le gouvernement Allende incite les paysans à produire davantage, sans fournir d'ailleurs aux coopératives qui ne représentent qu'une partie restreinte de l'agriculture chilienne les machines agricoles qu'il leur a promises. Quand les paysans en révolte occupent les terres des grands propriétaires fonciers, le gouvernement chilien intervient pour que les occupations cessent au nom de la légalité. Tels sont les grands traits de la politique de ce "gouvernement des travailleurs", sorti des urnes, et respectueux de la légalité bourgeoise. Comme tous les réformistes, les dirigeants du P"C" et du PS chilien trompent les masses sur la nature de l'ennemi à abattre et sur la possibilité de passer pacifiquement au socialisme.

Certes le Chili, pays dépendant de l'impérialisme US, à l'agriculture encore dominé par le féodalisme, ne peut passer du jour au lendemain au socialisme. Il lui faut d'abord en finir avec l'impérialisme et le féodalisme, mais la condition pour cela, c'est que le prolétariat prenne la tête du mouvement populaire dans l'affrontement armé nécessaire contre ses ennemis.

## la politique d'allende

La politique d'Allende, malgré ses proclamations démagogiques, n'est pas d'en finir avec l'impérialisme et les féodaux, sa politique consiste à inciter le peuple chilien à produire, à travailler d'arrache pied pour payer aux impérialistes le prix des usines qu'il a construites avec la sueur du peuple chilien.



## la bataille de la production, un mot d'ordre éculé du réformisme

L'accent est surtout mis par le gouvernement. Allende sur l'effort de production. L'argument est d'une grande simplicité : plus la classe ouvrière produira de marchandises, plus d'argent rentrera dans les caisses de l'état, et se transformera en équipements collectifs : écoles, hôpitaux, matériel moderne, téléviseurs, logements... plus grand sera l'effort de production, et moindre sera la valeur de chaque marchandise qu'il sera alors facile d'acquérir. De fait la production s'est largement développée, en un an elle a progressé de 10% dans les mines de cuivre, de 50% pour le salpêtre de 6% pour le charbon. Pour reconstruire un pays saigné à blanc par la main mise de l'impérialisme américain, et de ses agents de la démocratie chrétienne, le P"C" et le PS en appellent à la morale socialiste faite de travail et d'abnégation. Le P"C" se distingue particulièrement dans cette tâche en créant les brigades Ramona Parra chargées d'impulser la bataille de la production ! La tâche d'un ouvrier socialiste c'est avant tout de produire et de produire au maximum, sans se laisser distraire par l'action politique. C'est que l'enjeu de la bataille politique, tel que le soulignent les dirigeants de l'unité populaire, consiste avant tout à faire la preuve qu'ils peuvent mieux gérer l'économie chilienne que n'importe quel gouvernement bourgeois. Œuvrer au succès de l'Unité Populaire, c'est l'aider à gagner son pari, c'est donc augmenter la production. Mais dans quel cadre économique se situe la bataille pour la production ? Sur 35 000 entreprises capitalistes, 150 seulement sont étatisées. "90% des industriels, déclare le gouvernement, en devraient avoir aucune inquiétude", certains groupements capitalistes en particulier dans les travaux publics se sont vus assurer qu'ils pourraient exister indéfiniment. Appeler à développer la production, dans ces conditions là, signifie simplement accroître la masse

ouvriers ! Ce qui fait que dans les entreprises nationalisées, les travailleurs vont se faire exploiter pendant dix ans par le même patron, qui tout chassé qu'il soit de l'usine, va continuer à vivre de leur travail. D'une façon globale le montant des indemnités ou des dettes des entreprises nationalisées que le gouvernement social-révionniste s'est engagé à payer, égale deux fois l'ensemble des salaires versés dans le pays. Or cet argent est soit emporté à l'étranger, ce qui saigne le pays en devises ; soit réinvesti dans d'autres entreprises. Peu importe en définitive aux capitalistes que leurs capitaux soient investis dans le cuivre ou dans les téléviseurs, ce qui leur importe c'est le taux de profit qu'ils peuvent réaliser, c'est-à-dire en définitive la possibilité d'extorquer à la classe ouvrière son surtravail. Et de ce point de vue ce gouvernement n'est pas le plus mauvais : le zèle qu'il emploie à pousser la classe ouvrière à produire davantage est une bonne garantie. A tel point que les impérialistes américains ont conclu de nombreux accords économiques avec le gouvernement chilien, évidemment à leur profit, par exemple le trust Radio Corporation of America ou l'Armo Steel Corporation ? Seule change la façade, les trusts américains chassés par les nationalisations réapparaissent dans des sociétés d'économie mixte apparemment dirigées par le gouvernement qui leur fait la part belle. L'écrivain marxiste-léniniste chilien Robinson Rojas révèle dans son ouvrage : "El imperialismo yanqui en Chile", la teneur des accords passés entre le trust américain Cerro Corporation et le gouvernement chilien :

— le monopole de l'achat aux Etats Unis de machines et de matériel de nationalisées.

— le versement d'au moins 50 000 dollars par mois pour l'assistance technique.

## une indépendance nationale toute relative

Les nationalisations qui devaient pour le moins assurer l'indépendance économique du Chili sont donc pour

P"C" chilien tentent de mobiliser la classe ouvrière dans la bataille de la production. En réalité, le seul changement apporté par le gouvernement dans la gestion des entreprises est un trompe l'œil : 3 délégués ouvriers à un conseil d'administration qui ne peut rien trancher. La bataille pour la production est un marché de dupes ; au bout du chemin proposé par Allende, s'il parvient à venir à bout de ses concurrents démocrates chrétiens et fascistes, c'est la reconversion capitaliste du Chili qui se profile et non le socialisme. Comment en serait-il autrement ? La lutte contre l'impérialisme américain n'a été engagée qu'en apparence, en réalité l'intégration de l'armée chilienne dans le dispositif anti-guerrilla de l'impérialisme US, la présence tolérée du "Peace corps" qui n'est qu'un visage de la CIA, les prêts de la banque interaméricaine de développement (5 millions de dollars en 71) ; les indemnités qui saignent le peuple chilien, tout cela montre à l'évidence que les attaches avec l'impérialisme US n'ont pas été rompues. Certes la mobilisation populaire au Chili a permis à la bourgeoisie réformiste d'obtenir quelques concessions, cinquante années de lutte contre l'impérialisme américain le contraignent à quelque recul, l'exploitation du peuple est moins aisée au Chili que dans les néo-colonies d'Amérique latine, placées entièrement sous sa coupe, mais sans qu'il faille négliger ces reculs tactiques de l'impérialisme, rien d'essentiel n'a vraiment changé. Liquider la situation de dépendance vis à vis de l'impérialisme dans laquelle se trouve le Chili, ne peut se faire sans un affrontement armé avec l'impérialisme et avec les forces profondément réactionnaires qu'il entretient : propriétaires fonciers, et capitalistes à sa solde. Ce n'est pas un hasard si les criminels yankees, bourreaux de tous les peuples en lutte contre leur domination, se sont contentés jusque là de vagues menaces.

## rien de décisif dans la réforme agraire

Les propriétaires fonciers qui dominent encore l'agriculture sont prêts

La politique d'Allende, c'est tromper les masses populaires sur la nature des forces armées chiliennes, sur leur non intervention dans les étapes décisives de la lutte, toujours remises au lendemain, alors même que l'armée chilienne est une armée bourgeoise qui interviendra nécessairement comme toute armée bourgeoise quand les rapports de production seront menacés.

La politique d'Allende, c'est enfermer les masses populaires dans le carcan du légalisme, de n'entreprendre que les réformes inoffensives tolérées par la constitution. La politique d'Allende, c'est mâter les mouvements de révolte des paysans sans terre et laisser s'organiser les bandes armées des propriétaires fonciers.

La politique d'Allende, c'est une politique bourgeoise : la classe au pouvoir au Chili, ce n'est pas le prolétariat mais la bourgeoisie. La politique d'Allende et du P"C" chilien n'a rien à voir avec le socialisme, ce n'est que du socialisme dans les mots et des illusions dans la vie.

## le parti communiste révolutionnaire et la voie révolutionnaire

Mais le peuple chilien commence à ouvrir les yeux sur ce régime. L'influence du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) s'étend dans la paysannerie pauvre et le prolétariat. Les masses font elles-mêmes l'expérience du réformisme et ne veulent pas se laisser déposséder de leurs luttes contre l'impérialisme US, le féodalisme et la bourgeoisie. L'écran de fumée que les démagogues entretiennent commence à se dissiper. Les occupations de terre se multiplient, les grèves, les manifestations s'étendent. Des conditions favorables à une rapide radicalisation des masses apparaissent et au sein même des partis formant l'Unité Populaire les contradictions se développent entre les tenants de la voie légaliste et réformiste et les militants qui comprennent chaque jour davantage, surtout au sein du PS et du MAPU, la nécessité de la révolution. Alors les timides réformes engagées ne serviront pas au renforcement de la bourgeoisie chilienne, et le peuple chilien deviendra maître de son destin. Le pouvoir est au bout du fusil.

## les luttes ouvrières

suite de la page 2

Aujourd'hui, outre le travail autonome qu'il faut engager, s'emparer des possibilités de travail révolutionnaire recollées par le travail de soutien est une tâche importante. Participer aux comités de soutien qui existent, prendre l'initiative de les créer là où les ouvriers engagent la lutte, y associer largement les militants et les sympathisants pour que ce travail revête effectivement un caractère large et que les marxistes-léninistes ne limitent pas leur rôle dans le comité de soutien à celui d'observateur, diffuser largement notre point de vue non seulement dans le travail de soutien, mais aussi à l'intérieur du comité, voilà un travail qu'il faut assumer sans retard ! A condition que soient combattues les conceptions erronées qui freinent ou empêchent ce travail ; donnons en deux :

— prétexter la ligne erronée suivie par les comités de soutien pour refuser d'y participer.

C'est un fait que la ligne impulsée par la ligue, la CDP, le PSU, dans ces comités, est opportuniste. La Ligue qui à Clermont-Ferrand accuse la CFDT de briser l'unité ouvrière et de ne pas s'allier assez vite avec la CGT, ou de la CDP qui sur Neyric titre "ah les braves gens !", ou sur Davum s'exclame "ils sont bien les ouvriers", dans tous les cas on retrouve un "apolitisme" qui fait le jeu des révisionnistes et de la bourgeoisie : en fait il n'y a pas de différence fondamentale entre "l'union populaire" de Marchais, et "l'unité populaire" propagée par ces comités ! Mais comment combattre cet opportunisme si on refuse de participer au travail de soutien, alors que justement ce travail a l'approbation des masses, ou tout au moins d'une frange importante d'entre elles ? Et comment ne pas voir dans des mani-

festations organisées par les comités de soutien, supérieures par leur nombre aux manifestations organisées par les révisionnistes, et mobilisant une part importante d'ouvriers, un indice certain chez ces derniers d'un degré de conscience anti-révionniste, même embryonnaire ? Et comment faire pénétrer les idées révolutionnaires, développer cette conscience anti-révionniste, si de l'extérieur on critique le mouvement, n'apportant même pas le soutien matériel ?

— refuser de développer le point de vue marxiste-léniniste en participant au travail de soutien

Cette conception est bien jumelle de la première, c'est le même refus de développer les idées révolutionnaires dans les masses, de faire connaître le point de vue du parti du prolétariat, de penser à son développement dans les masses. Prétexter que la propagande politique serait incomprise des masses, qu'il faut préserver l'unité la plus large pour soutenir les grévistes et qu'il vaut mieux privilégier les discussions avec quelques contacts, pour avec les masses ne mener que le travail de soutien financier, c'est bien en fin de compte accepter le rôle que la CFDT prétend faire jouer aux comités de soutien, le rôle de masse de manœuvre pour populariser l'activité de la CFDT dans la grève ! Comment les marxistes-léninistes pourraient-ils acquérir une audience auprès des ouvriers en grève, s'ils se confondent avec les opportunistes, s'ils refusent de dénoncer la ligne réformiste de la CFDT, sous prétexte qu'au départ elle bénéficie de la confiance des ouvriers ?

De tels éléments ne doivent pas être perdus de vue au moment où dès la rentrée, vont éclater les premières luttes.

## abonnez-vous à front rouge

	France		Etranger	
Pli normal	1 an	20 F	1 an	40 F
	6 mois	10 F	6 mois	20 F
Pli fermé	1 an	70 F	1 an	100 F
	6 mois	35 F	6 mois	50 F

## dans sa majorité la classe ouvrière de France ne prend pas de vacances

L'été est chaque année une saison privilégiée de la propagande bourgeoise. De la mi-juin à la mi-septembre, dans les journaux comme à la radio il n'est plus question de déviation, de soleil, d'embouteillage sur les routes, et de plages bondées. Tout cela pour tenter de faire croire qu'à la mi-juin, la lutte de classe elle aussi, se mettrait en vacances, et qu'en maillot de bain sur une plage il n'y a plus ni OS ni PDG, ni CRS, mais des français égaux en vacances.

La bourgeoisie espère ainsi faire oublier les contradictions de classe et l'exploitation capitaliste. Et en passant, elle en profite chaque année pour faire passer en douceur de nouvelles attaques aux conditions de vie des travailleurs, la hausse des prix du gaz, de l'électricité, ou du métro... Mais cette année, on peut difficilement parler des vacances de la lutte de classe. En effet plusieurs luttes se sont prolongées jusqu'à la veille des vacances, à Fos à Caen, à Maubeuge, à Lyon, à Grenoble... La plupart de ces luttes, comme celles des ouvriers immigrés de Berliet incluent dans leurs revendications une prime de vacances, ce qui prouve bien que la lutte de classe ne s'arrête pas et y compris pour le droit au repos.

### LE DROIT AU REPOS : UNE CONQUÊTE...

Dans les années 1850, les gamins travaillaient dès l'âge de 7 ans, parfois plus de 12 h par jour, et sans un seul jour de repos de toute l'année, ceci jusqu'à leur mort. Il existe bien encore aujourd'hui des usines où on travaille 12 h par jour, des usines où il n'y a pas un seul jour de repos hebdomadaire (voir l'article d'Oyonnax). Cependant, d'une façon générale, depuis 1850, le temps de travail a diminué et le temps de repos augmenté : c'est une conquête imposée à la bourgeoisie par la classe ouvrière.

En effet, les capitalistes ont toujours intérêt à augmenter la journée de travail. Plus celle-ci est longue, et plus le temps pendant lequel l'ouvrier travaille gratuitement pour les capitalistes est long, plus la plus-value est grande. Depuis les débuts du capitalisme, les ouvriers ont lutté pour augmenter le temps de repos, le temps pendant lequel ils pouvaient reconstruire leur force de travail, de la même façon qu'ils ont lutté pour augmenter la somme d'argent que le capitaliste leur laisse, sous forme de salaire, pour reconstruire cette force de travail. Car c'est le seul bien qu'ils ont, leur seule monnaie d'échange pour obtenir de quoi vivre.

Dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle, de grandes luttes ouvrières ont eu lieu pour diminuer la journée de travail. C'est à la suite des grandes grèves pour la journée de 8 heures, que celle-ci a été reconnue par une loi, en 1919. Et c'est à la suite des grèves de 1936 qu'une loi reconnaît la semaine de 40 h, le 21 juin 1936. De la même façon, une loi de 1906 imposait une journée de repos hebdomadaire, 24 heures consécutives le dimanche. Aucune de ces lois n'a jamais été appliquée par les patrons. Ils se sont toujours arrangés pour les tourner.

— par la pratique des bas salaires, ils obligent les ouvriers, qui n'ont pas assez pour vivre, à faire des heures de travail supplémentaires. C'est même une loi de 1945, votée par le gouvernement tripartite auquel participait le P.C.F., qui légalise cette forme d'exploitation.

— par la pratique du travail continu en équipe, ils imposent le travail de nuit et le travail le dimanche.

— et surtout, en intensifiant le travail, en accélérant les cadences, ils récupèrent largement ce qu'ils perdent par la diminution du temps de travail. C'est ainsi que beaucoup d'usines, qui ne ferment pas pendant les 3 ou 4 mois d'été de vacances, font avec un nombre réduit d'ouvriers la même production qu'en temps normal.

### ...ET UNE NECESSITE POUR LA CLASSE OUVRIERE

Le résultat de tout cela, c'est d'abord que le temps légal de travail est largement dépassé, puisque la durée moyenne de la semaine de travail est, en France, de 45 heures, d'après les statistiques officielles. Mais c'est aussi qu'il faut beaucoup plus de temps aujourd'hui, pour récupérer la fatigue d'une journée de travail qu'il n'en fallait autrefois. C'est ce que disent tous les vieux ouvriers : ils sont beaucoup plus fatigués à la fin de leur journée aujourd'hui qu'ils ne l'étaient autrefois, même si cette journée est moins longue. Même les statistiques des experts bourgeois reconnaissent la recrudescence des maladies dues à la fatigue nerveuse et physique (maux de tête, maux d'estomac, nausées, syncopes...).

C'est donc dans le cadre de cette

lutte pour augmenter le temps de repos nécessaire pour récupérer que s'inscrit la lutte pour les congés payés. La loi imposée aux capitalistes en 1936 est le résultat de cette lutte. Pour bénéficier des congés payés, il faut avoir travaillé au moins un mois dans une même usine, et ils sont de 2 jours ouvrables par mois de travail. De la sorte, de nombreux ouvriers n'en ont pas ou n'en bénéficient que partiellement. Par exemple, tous les jeunes et les immigrés qui en sont à leur premier emploi et ont travaillé moins d'un an, les chômeurs et les ouvriers intermittents qui ne trouvent pas de travail toute l'année. Sans parler des ouvriers dont le salaire est si bas qu'ils sont obligés de travailler pendant leur congé payé.

Les congés sont bien une conquête de la classe ouvrière, car les capitalistes ne connaissent d'autres limites que celles que leur imposent les ouvriers en lutte pour faire reconnaître aux patrons les limites de la résistance humaine, la nécessité pour les ouvriers de se nourrir et de se reposer pour reconstruire leur force de travail.

### LA MAJORITE DES OUVRIERS NE PEUT PAS PARTIR EN VACANCES

L'évasion générale et massive pendant l'été n'est qu'un mythe : tous les français ne se retrouvent pas l'été venu, comme voudrait le faire croire la propagande bourgeoise, sur la nationale 7 et sur la Côte d'Azur. A ce sujet, les statistiques bourgeoises (INSEE 1969) sont éloquentes : 46% seulement des français partent en vacances. Pratiquement tous les cadres, professions libérales et patrons partent en vacances, mais seulement 42,8% des ouvriers peuvent se l'offrir. La majorité des ouvriers, 57,2%, reste donc à la maison pendant les vacances. Chez les paysans, la proportion est encore plus grande (8,9% seulement partent) : tous les petits paysans travaillent 365 jours sur 365. Quant aux travailleurs immigrés, ils ne sont pas comptés dans les statistiques officielles, mais on sait que peu nombreux sont ceux qui peuvent se payer, tous les 2 ou 3 ans, le légitime plaisir de rentrer chez eux, voir leur famille.

Encore faut-il savoir ce que fait la minorité d'ouvriers qui part en vacances. Là encore, les statistiques sont éloquentes : environ 70% des ouvriers qui partent vont passer leurs vacances chez des parents, le plus souvent à la campagne, où ils donnent la main pour les moissons. Le mythe de la plage pour tous s'effondre bien vite.

### LE RACKETT DES CONGES PAYES

C'est que les routes embouteillées et les plages ensoleillées dont on nous rabat les oreilles sont des privilèges inabordable pour un salaire d'ouvrier. Et par dessus le marché, les capitalistes s'arrangent pour récupérer jusqu'au moindre centime sur le dos des ouvriers en vacances. Le rackett est bien organisé et toute une bande de capitalistes vivent de la récupération des congés payés et des primes de vacances. Le sinistre Trigano, par exemple, ne s'engraisse pas seulement avec le fric des bourgeois du Club Méditerranée, mais aussi avec celui des ouvriers qui partent en camping : il a pratiquement le monopole des tentes et du matériel de camping. Même le camping devient de plus en plus cher : plus moyen de planter sa tente gratuitement dans la nature. De plus en plus, il faut aller dans un camp, payer sa place, payer pour une douche, pour le moindre service. Si on veut se reposer dans une région touristique, il faut payer n'importe quoi beaucoup plus cher qu'ailleurs. Et quant aux transports, il suffit de connaître les conditions draconiennes que fait la SNCF pour obtenir un billet de congé payé (prévenir 3 mois à l'avance, partir et revenir à des dates bien précises) pour comprendre que peu d'ouvriers en bénéficient, en tous cas pas ceux qui sont obligés de rentrer plus tôt parce que la porte-monnaie est vide.

## le développement du tourisme, une forme d'exploitation du peuple espagnol

Beaucoup d'ouvriers partent en vacances en Espagne parce qu'on y passe des vacances pour un peu moins cher qu'ailleurs. Certains même prétendent que le tourisme apporte un mieux être au peuple espagnol. Or, si la vie y est relativement moins chère, c'est surtout dû à la surexploitation féroce de la main-d'œuvre espagnole.

Le tourisme, pour le peuple espagnol, cela veut dire :

### — Hausse des prix et des loyers :

Les commerçants des zones touristiques profitent de l'afflux d'étrangers pour aligner leurs prix sur les prix européens. Pour les habitants, dont le salaire est bien en dessous du niveau européen, c'est l'accroissement

## les vacances des travailleurs en albanie socialiste

Imaginons la Côte d'Azur, les plus belles plages de France et tous les plus beaux coins de montagne ou de campagne, spécialement aménagés pour les vacances des travailleurs et de leur famille. Imaginons les hôtels de luxe et les plages privées pour milliardaires, ministres et vedettes de cinéma, remplacés par des maisons de vacances et des équipements collectifs permettant aux travailleurs de se reposer chaque année dans les meilleures conditions. Imaginons les ouvriers à la retraite qui, souvent en France, n'ont même pas de quoi manger tous les jours, aller profiter d'un séjour en montagne ou au bord de la mer. C'est ce qui se passe dans l'Albanie d'aujourd'hui où les travailleurs maîtres de leur pays, ont établi en même temps que le droit au travail, le droit au repos, le droit pour tous de jouir des beautés naturelles du pays.

La classe ouvrière d'Albanie a mené des luttes très dures dans le passé pour obtenir des congés payés annuels. C'est ainsi qu'en 1936, de grandes grèves éclatèrent à Korçë et à Kurçovë : en plus des revendications pour de meilleures conditions de travail, les ouvriers réclamaient des congés payés. Mais le régime de gros propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie liée à l'impérialisme étranger (fascistes italiens notamment) répondit par la répression féroce et l'interdiction des associations syndicales d'ouvriers.

Il a fallu le triomphe de la révolution populaire en 1944 et la mise en application du programme du Parti Communiste d'Albanie pour que les travailleurs albanais aient droit aux congés.

Aujourd'hui, les travailleurs albanais bénéficient d'un congé annuel payé de 12 jours minimum, 24 pour les jeunes travailleurs. Selon le principe socialiste "à chacun selon son travail", les

congés peuvent être prolongés de beaucoup selon la dureté, les difficultés du travail : par exemple les mineurs de fond, les ouvriers de fonderies bénéficient d'un congé supplémentaire pouvant aller jusqu'à 36 jours par an (en plus des 12 jours).

Les congés des ouvriers albanais ne s'arrêtent pas : "on ferme l'usine 3 semaines — un mois pour qu'à la rentrée, tu tiennes le coup avec des cadences de plus en plus infernales, d'ici là débrouille toi comme tu peux !". En Albanie, l'organisation de congés est prise en charge collectivement sous la direction du Parti du Travail.

— les maisons et les camps de vacances sont la propriété de l'Etat prolétarien qui consacre des sommes de plus en plus considérables pour la construction et l'entretien de maisons et camps de vacances. Ce qui permet aux travailleurs de ne payer que 25% des frais directs pour séjourner dans ces maisons et ces camps et de ne rien verser pour l'amortissement des édifices et de tout l'équipement.

— les vacances permettent aux travailleurs albanais de se reposer d'une année de labeur au cours de laquelle, grâce à la direction du Parti du Travail, et à l'activité des larges organisations de masse telles que les "Unions professionnelles", ils dirigent l'organisation et les buts de la production matérielle. Maîtres de leur travail, les ouvriers sont aussi maîtres de leurs vacances : c'est ainsi que les vacances sont de plus en plus une occasion pour les travailleurs albanais de s'éduquer ensemble, tout en se reposant. Par exemple, pendant les plus beaux jours de l'été, sur la plage de Durrës, au bord de la mer Adriatique, des troupes de théâtre amateurs formés par des ouvriers de différentes usines se livrent à des com-

pétitions de représentations théâtrales. Ils participent au grand essor du mouvement d'artistes amateurs, qui englobe des milliers de travailleurs de la ville et de la campagne. Dans leurs représentations, ils expriment la vie, le travail, la lutte des hommes de l'Albanie actuelle, contre tout ce qui tire en arrière, ils exaltent la construction de la société socialiste. Les vacances, ce n'est pas "l'oubli" : chaque jour, les travailleurs font une étude collective des journaux, notamment de Zeri Popullit (journal du PTA) pour suivre de près ce qui se passe dans le pays et dans le monde entier.

— A la différence des pays capitalistes où la masse des petits paysans doit trimer sans interruption toute l'année pour survivre, les paysans albanais peuvent, grâce aux coopératives socialistes, prendre au moins une quinzaine de jours de vacances par an.

Les congés payés en Albanie, font partie d'un vaste système d'assurances sociales gratuites pour tous les travailleurs. Ce système garantit le droit au repos, non seulement aux congés annuels mais quotidiennement : alors que la journée normale de travail est de 8 heures, elle est de 7 heures payées 8 pour le travail de nuit, de 6 heures payées 8 pour les jeunes travailleurs, de 5 heures payées 8 pour les travaux pénibles.

Les congés payés en Albanie, organisés encore selon le principe de donner à chacun selon son travail, sont une partie d'un système d'assurances sociales qui, en fournissant une assistance médicale gratuite à tous les citoyens de la République Socialiste (quels que soient la durée et le montant des frais du traitement médical), met déjà en œuvre sur ce point le principe de la société communiste : "à chacun selon ses besoins".



Etude collective du quotidien du Parti du Travail

## sous le casque ou en slip de bain... les mêmes chiens de garde du capital

Cet été encore comme les années précédentes, des milliers de CRS ont été envoyés sur les plages. Et la bourgeoisie fait un grand battage sur leur prétendue mission d'assistance et de prévention : on nous parle des CRS maîtres nageurs, des CRS animateurs de centres de loisir pour "veiller à ce que des bandes de jeunes oisifs ne se forment et ne commettent des actions délictueuses sur les lieux de vacances durant l'été". Bref l'entreprise de la bourgeoisie est claire : faire croire que les CRS qui matraquent les grévistes, sont en fin de compte des braves gens comme tout le monde, plus, qu'ils sont prêts à se jeter à l'eau pour vous sauver de la noyade.

La bourgeoisie sait que la répression de ses forces de police est décriée, elle tient à présenter ses flics sous un bon jour. Elle offre ainsi à ses CRS un mois sur les plages en plus de leurs 45 jours de vacances (ils iront ensuite se plaindre de "leur mauvaise qualité de vie" le 13 juin 72 !). Par ailleurs elle tente une double opération. Faire dialoguer ses flics avec la population, histoire de faire revenir les gens sur leurs "préjugés" à l'égard de la police. Faire dialoguer ses flics avec la population pour qu'ils s'intègrent à des bandes de jeunes, obtiennent des

renseignements, diffusent par ce biais l'idéologie de "l'ordre républicain", et continuent ainsi à faire leur boulot de flics : déterminer rapidement qui il faut surveiller de près, mettre en tôle à la 1<sup>re</sup> occasion, sur qui s'appuyer. C'est avec un autre visage, cette même pratique de l'ilotage dans les grandes villes, et plus particulièrement dans les quartiers ouvriers, qui est si efficace, au dire des commissaires de police, dans les tâches de répression.

Car les CRS peuvent bien troquer leur casque et leur matraque contre le slip de bain et le sifflet de maître nageur, ils sont et resteront les fidèles serviteurs de l'appareil d'état de la bourgeoisie, qui a pour seule tâche d'assurer son maintien et sa survie contre tous ceux qui s'opposent à elle, et principalement la classe ouvrière en lutte et les militants révolutionnaires. Il a suffi l'an dernier que quelques jeunes veuillent s'installer sur les plages de Palavas, soutenus en cela par les campeurs, pour que ces mêmes CRS retrouvent bien vite leur attirail répressif. Ce sont ces mêmes CRS maîtres nageurs qui le soir se retrouvent sur les routes pour contrôler votre identité et si besoin vous interpellent pour peu que vous protestiez : ce sont ces mêmes CRS qui, profitant

d'une grande concentration de gens, sont envoyés par Marcellin pour opérer de vastes contrôles, qui, sous prétexte de drogue, permettent de compléter des fichiers déjà bien remplis, comme l'été dernier dans tout le sud-est.

La bourgeoisie a des plans bien clairs pour l'utilisation de ses CRS : en faire un corps de super-policiers, indépendant et autonome, un corps de défense associé à l'armée. Marcellin-la-Françisque fait réaliser en septembre 69 un projet dans ce sens, et envoie même ses sbires enquêter en Espagne sur les techniques de répression. Le projet de réforme précise que "dans l'intervention dans les usines, manufactures, chantiers, installations minières, ferroviaires et portuaires, les CRS ont une importance qui déborde le cadre primitivement assigné à ces formations". Quand on connaît le "cadre" déjà très vaste "assigné à ces formations" cela révèle bien la cible précise : juguler la révolte du prolétariat, assignée aux CRS.

Si ce projet est actuellement en veilleuse, il reste certainement dans les plans de Marcellin. Et l'utilisation privilégiée des CRS contre les ouvriers d'usine, des mines, et des chemins de fer, va jusqu'à les accompagner sur les plages pour y poursuivre leur rôle de surveillance et de répression.

de la misère.

La construction est uniquement destinée au tourisme. Les Espagnols ne peuvent plus se loger par manque de logements à des prix abordables, car tous les loyers s'alignent sur les prix touristiques. Résultats : les bidonvilles grossissent.

— La surexploitation et le chômage  
Pendant la saison, les Espagnols sont surexploités dans des travaux liés aux industries touristiques (10% des enfants de 10 à 14 ans y sont officiellement employés, et sans doute plus, car la plupart ne sont pas déclarés). La saison finie, aucune industrie n'offre des possibilités d'embauche, il ne reste plus qu'à partir grossir l'émigration.

### — Le renforcement de l'appareil répressif

Les devises permettent à la dictature fasciste de renforcer son arsenal policier et judiciaire. Actuellement, on compte en moyenne un procès politique toutes les 4 heures.

Enfin, le tourisme, c'est l'orientation des rares investissements en transports et en équipements vers les zones touristiques au détriment des zones d'habitation et de travail. C'est ainsi non seulement le maintien du peuple espagnol dans la misère, mais l'accroissement de cette misère.

Le tourisme, en réalité, ne profite qu'à la dictature franquiste. D'une part, elle tente par les zones aménagées

pour touristes qu'elle aménage de donner une image de marque de l'Espagne et de cacher soigneusement la misère dans laquelle elle maintient le peuple espagnol. Par ailleurs, les devises de touristes lui apportent un solide atout économique. Elles nourrissent directement les capitaux étrangers essentiellement américains qui dominent le marché hôtelier et immobilier.

Le Parti Communiste d'Espagne Marxiste-Léniniste (PCE ml) appelle à boycotter le tourisme en Espagne. C'est le peuple espagnol, sous la direction de son Parti marxiste-léniniste qui abattra le régime franquiste par les armes. Notre tâche est de soutenir cette lutte contre le yankee-franquisme sous toutes ses formes. Refuser de passer des vacances en Espagne, c'est un des aspects de ce soutien.

# Oyonnax, un baigne pour les ouvriers immigrés

SUREXPLOITATION DANS LES USINES

Capitale des matières plastiques, OYONNAX détient également le 1<sup>er</sup> rang pour l'exploitation des travailleurs immigrés. Ils sont 6500, principalement espagnols, portugais, algériens, sur une population de 22.000 habitants soit 44% de la population active. Ce pourcentage important de main d'œuvre immigrée s'explique par le fait que la plus grosse part de la production est assurée par des petites entreprises qui, pour faire face à la demande et être compétitives sur le marché imposent des conditions de travail extrêmement pénibles (énormément d'heures supplémentaires) et des salaires très bas (1200 F, 1300 F à conditions de travailler d'équipe 60 h par semaine). Deux exemples sont caractéristiques de l'exploitation des ouvriers à Oyonnax : chez Salvi, une boîte de 450 ouvriers, l'atelier des presses (50 ouvriers + ceux qui préparent la poudre par équipe) tourne 24 h sur 24, 5 jours par semaine, parfois 6, avec seulement 2 équipes qui font 12 h ; horaire d'une équipe : de 4 h du matin à 12 h, repos jusqu'à 16 h, et retour au boulot de 16 h à 20 h. Des boîtes travaillent en feu continu avec seulement 3 équipes au lieu de 4, les ouvriers faisant 8 h 7 jours par semaine. Le dimanche, jour de changement d'équipe, l'une d'elle fait 16 h de boulot. Les conditions de logement pour ces esclaves salariés, sont identiques à leurs conditions de travail. Un centre nord-africain dont le loyer par lit est de 80 F par mois, lits superposés, souvent occupés nuit et jour par un système de relais faute de place. Les familles sont regroupées dans des bidonvilles autour d'Oyonnax.

LUTTE CONTRE LES FOYERS PRISON

En octobre 71, les ouvriers logés au centre entament une grève du travail contre les contrôles de police et les conditions de logement que veut leur imposer un nouveau directeur (qui veut installer des lits supplémentaires dans des chambres surpeuplées). Les flics, mitrailleuse au poing, occupent le centre. Les immigrés afin d'échapper au contrôle quittent le centre et vont se loger en dehors. La grève s'étend aux ouvriers nord-africains d'Oyonnax. Après 4 jours de grève, la chambre patronale fait les promesses suivantes : construction de baraquements supplé-

mentaires en préfabriqué puis d'un bâtiment en dur, pas de représailles contre les grévistes. Le tract dénonçant les conditions de logement du centre ainsi que notre participation au relogement des ouvriers recherchés par les flics, nous a permis d'établir des liens solides avec les immigrés du centre, en particulier avec l'immigration nord-africaine d'Oyonnax.

SOLIDARITE ANTI-IMPERIALISTE

Début avril nous réunissons 20 Algériens du centre pour discuter de la Chine. Les questions revenant le plus souvent portent sur la réforme agraire, la vie dans les usines et la vie familiale. Cette réunion, organisée pourtant rapidement, a mis en évidence les possibilités qui nous sont offertes à condition d'engager un véritable travail de masse. La diffusion de Front Rouge se heurte à la grosse difficulté que la majorité des immigrés ne lisent pas le français, ni même l'arabe dans beaucoup de cas. Certains articles sont lus collectivement et traduits en arabe, surtout ceux sur le Vietnam et ceux sur la Palestine ou l'Algérie. Les discussions sur Front Rouge montrent l'intérêt que les Algériens en particulier portent à la lutte du peuple vietnamien contre l'impérialisme US. Cela, ainsi que le développement de l'offensive nous fixe une tâche de façon impérative : organiser le soutien à la lutte du peuple vietnamien. La décision est prise d'organiser un meeting pour le début juin. La préparation de ce meeting nous oblige à élargir notre intervention, à l'étendre sur les foyers, les usines, le marché, où à chaque fois nous faisons une prise de parole, caractérisant la lutte du peuple vietnamien. Pour combattre l'héritage, le poids des traditions musulmanes, en particulier sur le rôle de la femme, nous décidons de mettre particulièrement en évidence le rôle des femmes au Vietnam. Une camarade intervient pour montrer la place des femmes dans la production, dans l'organisation de la vie familiale, et dans la lutte sur le front. Après la projection du film "17<sup>e</sup> parallèle", la discussion s'engage : les questions qui reviennent le plus souvent portent sur le soutien de la Chine, sur le rôle de l'URSS, ainsi que sur les responsabilités politiques et militaires des femmes. Nos réponses sont traduites au fur et à mesure en arabe.

L'accord politique que nous rencontrons chez de nombreux immigrés, met à l'ordre du jour, le problème de leur

organisation. Dans cet objectif, nous associons les ouvriers les plus conscients à une campagne sur la Palestine, avec un meeting le 1<sup>er</sup> juillet. Un second meeting pour la mi-juillet, avec projection du film "Palestine vaincra", où il est venu plus de 60 ouvriers. En fait ce meeting débordera largement du programme de la révolution palestinienne vers l'exploitation coloniale et néo-coloniale des peuples d'Afrique. Nous dénonçons l'impérialisme français en tant qu'ennemi des peuples arabes, le pillage systématique auquel il se livre dans les pays qu'il domine : pillage des matières qui ruine les économies et qui crée un chômage énorme, chômage dont se sert l'impérialisme français pour faire venir en France, des ouvriers de ces pays, afin de les exploiter au même titre que les ouvriers français. Les ouvriers algériens présents nous parlent de l'Algérie, de la misère qui règne là-bas, du manque de travail, ils posent des questions sur le régime algérien qui pourtant soutient la résistance palestinienne.

LES LIMITES DE NOTRE TRAVAIL ET NOS TACHES

Toute notre activité a été en fait une propagande anti-impérialiste, (Vietnam, Palestine), sans toutefois mettre de côté l'impérialisme français. Mais toutes les possibilités n'ont pas été utilisées, notamment en ce qui concerne l'immigration algérienne : 800 Algériens sont venus voir la pièce de Kateb Yacine un soir, ce qui montre l'intérêt que ceux-ci portent à leur pays et à la politique. Cela nous fixe des tâches et en particulier, de les mobiliser sur la nature du régime algérien.

Les fruits de notre propagande anti-impérialiste risquent de disparaître si nous n'engageons pas un travail sur l'exploitation que les immigrés subissent dans les bagnes capitalistes d'Oyonnax, si nous ne les organisons pas dans la lutte contre la bourgeoisie capitaliste française, et pour cela il nous faut vaincre 2 obstacles : la dispersion de la classe ouvrière d'Oyonnax ; ainsi que la rotation des ouvriers dans ces mêmes usines (quand un gars n'est pas satisfait, il donne son compte et va travailler ailleurs, dans les mêmes conditions d'exploitation).

Ce n'est pas parce qu'Oyonnax ne possède pas de traditions de lutte que la classe ouvrière est résignée, la grève contre les foyers-prisons le prouve.

Correspondant Oyonnax.

# les ouvriers immigrés luttent pour le droit aux vacances

Après 11 mois d'un travail insupportable, les ouvriers immigrés veulent passer correctement un mois dans leur famille et pour faire le voyage, il leur faut du fric : or ils touchent leurs congés payés... au retour, sans aucun acompte. Cette année presque simultanément, sur 2 usines importantes de Lyon, ils se mobilisent :

— A Paris-Rhône : quand ils sont allés demander aux syndicats de les aider, les délégués ont répondu : "c'est trop tard, on n'y peut rien car c'est la loi". Alors pour avoir de l'argent, 150 ouvriers ont pris leur compte, au risque de ne pas retrouver du travail à la rentrée.

— A Berliet, les ouvriers immigrés savent que le patron sait profiter des vacances pour appliquer sans bruit sa politique de licenciements. L'an dernier par exemple il a saisi le prétexte de 3, 4, jours de retard forcé d'ouvriers algériens dû à l'encombrement sur les bateaux et aux formalités interminables, pour les licencier. A la Fonderie, ils montent à 300 aux bureaux pour obtenir :

- le paiement d'avance des congés.
- quatre jours supplémentaires pour la durée du voyage.

Ils obtiennent un acompte sur les congés. Nous avons soutenu et popularisé largement la lutte en montrant que si les ouvriers immigrés ont des problèmes de vacances, c'est qu'ils ont dû quitter leur pays, chassés par la bourgeoisie impérialiste française qui y a organisé le chômage. Si ces ouvriers tiennent cette année à se reposer dans leur famille, c'est parce qu'ils sont de plus en plus usés par le travail, et en ce sens leur lutte pour les vacances est la lutte de tous les ouvriers contre la paupérisation imposée par la bourgeoisie à la classe ouvrière.

Au cours de ces interventions, les révisionnistes, devant Berliet, rompant avec une tradition bien établie, n'osent pas nous vider. A Paris-Rhône, ils essaient d'empêcher l'intervention des camarades devant l'usine, mais devant l'appui que nous apportent les ouvriers, ils en sont réduits à rassembler autour d'eux un groupe d'éléments racistes aux cris de "les immigrés on n'en a rien à foutre", ce qui a révolté les immigrés, mais aussi les ouvriers qui nous apportaient leur appui, ce qui nous a aidé à démasquer la ligne contre-révolutionnaire du P" C" F.

Correspondant Lyon

## crimes racistes dans la région lyonnaise

Voici un premier bilan des crimes racistes en juillet dans la région de Lyon :

A Olivier de Serre, cité ghetto, un ouvrier immigré abattu. Place du Pont, provocation dans un café : plusieurs Algériens blessés. Un blessé rue Roger Salengro à Villeurbanne. Un ouvrier algérien retrouvé noyé dans le Rhône. A Villefranche : un ouvrier blessé après une provocation raciste ; un autre noyé dans la Saône ; un de leurs camarades est devenu fou et refuse maintenant de sortir de chez lui.

L'an dernier plusieurs ouvriers algériens avaient été assassinés à Lyon au cours des bals du 14 juillet. Cette année encore, à la Croix-Rousse par exemple, l'organisation des ratonnades a été particulièrement soignée. Des provocateurs appuyés chacun par un car de flics étaient disséminés dans la foule. Dès qu'un groupe d'Algériens commence à répondre aux injures racistes, les flics arrivent, tabassent et embarquent. Des marxistes-léninistes sont là : ils s'organisent très vite, les uns se groupant pour dénoncer ouver-

La présence pendant la période habituelle des congés des ouvriers immigrés dans les bidonvilles, dans les foyers impose aux marxistes léninistes de développer leurs explications politiques dans ces concentrations d'ouvriers qui ont souvent été à la pointe du combat contre la bourgeoisie, obligeant ainsi les révisionnistes à se découvrir et à apparaître sous leur véritable visage de défenseurs des intérêts de l'impérialisme français.

L'expérience que nous avons pu faire avec le numéro spécial de F.R. sur l'Algérie, prouve qu'un tel travail peut nous faire avancer dans la perspective de l'unité que prolétaires français et immigrés doivent forger pour la révolution prolétarienne armée en France.

tement les ratonnades, les autres repérant les provocateurs et avertissant les Algériens. Se voyant démasqués, les flics racistes battent en retraite.

## Vénissieux : comment le maire révisionniste se débarrasse d'un bidonville

Pour l'aménagement de la ZUP des Minguettes, la S.E.R.L. (Société d'Équipement de la Région Lyonnaise), travaille en étroite collaboration avec la mairie révisionniste de Vénissieux qui lui confie les terrains de la commune à aménager (égoûts etc...). Dans cette fructueuse association, aucune décision n'est prise, bien sûr, sans l'accord des révisionnistes de la mairie. La situation est assurément commode : elle permet à ces messieurs de se décharger aux yeux des ouvriers de la responsabilité du sale boulot sur la S.E.R.L.

C'est ainsi que, sur un terrain, au pied de la ZUP, récemment racheté à la S.E.R.L. par la mairie pour "agrandir le cimetière", sont parqués, depuis 86, près de 100 ouvriers immigrés, dans 2 baraquements appartenant à la S.E.R.L., pour lesquels ils continuent à payer, toujours à la S.E.R.L., près de 120 F chacun. Récemment, près de 100 autres sont venus s'entasser dans 5 vieux autobus grossièrement aménagés. Bien encombrants ces ouvriers...

A qui pouvait bien profiter l'expulsion ? Il est évident que ces messieurs les révisionnistes en confiant à la S.E.R.L. l'aménagement du cimetière, lui avaient bien confié en fait... l'expulsion des ouvriers immigrés.

Le 26 juin, les ouvriers des baraquements en rentrant chez eux trouvent écrit sur les murs un peu partout : "foutez le camp". Le 1<sup>er</sup> juillet : plus d'eau. Le 3 juillet : plus d'électricité. Chaque jour de nouveaux méfaits : douches, chauffage démolis ; carreaux cassés, matériel saccagé. Curieuses opérations de commandos qui sévissent en l'absence des habitants. Alors la plupart s'en vont, sans aucune solution de logement. Quinze restent, déterminés à lutter.

Nous démasquons, y compris par des délégations à la mairie avec les ouvriers immigrés eux-mêmes, la véritable nature des révisionnistes, serviteurs de la bourgeoisie, ennemis jurés de la classe ouvrière. Nous entreprenons en même temps de lutter pied à pied contre le racisme entretenu et développé par les révisionnistes au sein de la classe ouvrière, par une intervention sur le marché de Vénissieux, par une pétition que nous faisons signer au porte à porte dans les HLM voisins du bidonville : les premiers résultats de ce travail montrent qu'il est tout à fait possible sur ce point précis de gagner dans un fief révisionniste le soutien d'hommes et de femmes de la classe ouvrière.

**SOUSCRIVEZ**  
front rouge  
ne peut  
vivre  
sans votre  
aide  
CCP front rouge  
204.51 Lyon

Le mercredi 21 juin, Marcel Grandmougin, ouvrier révolutionnaire travaillant dans le bâtiment à Nancy, est une nouvelle fois agressé par les flics de la bourgeoisie. Aussitôt conduit au quartier général de la police, il subit un passage à tabac en règle. Prétendant un flagrant délit de diffusion de tracts du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France (interdit par la bourgeoisie le 12 juin 68), les flics sans mandat de perquisition forcent l'entrée de l'appartement de Grandmougin, et le fouillent de fond en comble.

Marcel Grandmougin garde une attitude ferme face à la répression de la bourgeoisie : il réussit à faire établir par un médecin un constat de coups et blessures. La Cour de Sécurité de l'état est contrainte de le faire libérer, laissant peser sur lui la menace d'une inculpation.

SOUTENONS GRANDMOUGIN !  
A BAS LA REPRESSION DE LA BOURGEOISIE !



## issy-les-moulineaux : agression des fascistes de la CFT

Depuis plus d'un mois, des travailleurs immigrés yougoslaves occupent une maison vide à Issy les Moulineaux. Ils en ont fait un centre où se retrouvent de plus en plus les ouvriers du quartier, entre autres de Citroën, et ils discutent politique. Cela commence à inquiéter la CFT. Le soir du 14 juillet, au cours d'un bal organisé par les travailleurs, un commando CFT, armé de barres de fer, de bombes lacrymogènes, de revolvers d'alarme, de pétards, tentent de pénétrer dans la maison. Ils sont chassés et poursuivis jusqu'aux portes de l'usine Citroën où ils se réfugient. Ils ont pu cependant agresser bon nombre de participants : un jeune algérien qu'ils acculent contre un mur et frappent violemment ; 2 jeunes femmes qu'ils enlèvent dans des camionnettes Citroën, qu'ils tabassent (l'une d'elles a 5 points de suture à la tête), qu'ils déshabillent pour ensuite en violer une. Deux des nerfs fascistes (Malgahlaes, régleur, et Diaz, chef d'équipe à Citroën-Javel) sont faits prisonniers et interrogés par les travail-

leurs qui établissent ainsi clairement leur appartenance à la CFT et à Citroën.

La CFT de Citroën n'en est pas à sa première agression : ses nerfs sont devenus les hommes de main de toute opération de commando fasciste dans la région parisienne. Cette agression a bénéficié une fois de plus du soutien actif et de la direction Citroën et de l'appareil d'état :

— la police intervient brutalement le 18 juillet pour empêcher une intervention du Secours Rouge et arrête 4 personnes, dont Danièle Lévy qui avait été violée.

— la justice met dans le même sac agresseurs et agressés. Si 2 informations judiciaires sont ouvertes contre les auteurs du viol et contre Diaz et Malgahlaes, 3 personnes, témoins de l'agression, sont aussi poursuivies pour séquestration, détention arbitraire, coups, blessures et port d'armes !

Ainsi Diaz en liberté peut continuer à participer aux opérations de représailles que la CFT continue à mener en toute tranquillité contre les occupants de la maison d'Issy les Moulineaux : filatures, tentatives d'écrasement en voiture.

— la direction de Citroën couvre ses "syndicalistes". Danièle Lévy a reconnu à un moment où le bandeau glissait de ses yeux "une grande cour pleine de voitures et de fourgonnettes Citroën". Les dénégations de la direction Citroën trompent d'autant moins, quand on connaît la répression féroce qu'elle exerce sur les ouvriers, par l'intermédiaire de la CFT et des polices politiques des régimes fascistes, telles que la PIDE ou d'organisations fascistes yougoslaves telles que la MATICA HRVATSKA.

A BAS LES MILICES FASCISTES !

A BAS L'APPAREIL D'ETAT BOURGEOIS !

# l'égypte une base militaire du social- impérialisme

Le 18 juillet, Sadate, président de la République égyptienne, successeur de Nasser, annonce publiquement qu'il réclame le départ des "conseillers" soviétiques d'Égypte. Décision qui a révélé au grand jour la nature impérialiste de la soi-disant "amitié" de l'URSS des Brejnev et Kossyguine pour les peuples arabes.

Les nassériens ont su utiliser les aspirations populaires pour renverser en juillet 52, le roi Farouk, marionnette des Anglais et éliminer, pour l'essen-

tiel, la domination de l'impérialisme anglais (retrait des 80 000 soldats anglais en juin 56, nationalisation du canal de Suez en juillet 56, mise en échec de l'agression anglo-franco-israélienne).

Mais Nasser, dès ce moment, compte de plus en plus sur un jeu de balance entre l'impérialisme US et les révisionnistes soviétiques pour édifier une armée (un Etat) et une économie au profit de la nouvelle bourgeoisie égyptienne en formation.

Depuis plus de quinze ans, la nouvelle bourgeoisie soviétique a utilisé à fond ce jeu pour tenter d'établir sa main mise politique, militaire et économique sur l'Égypte (construction du barrage d'ASSOUAN, monopole de la fourniture d'armements).

L'URSS social-impérialiste a profité au maximum de l'agression israélienne de 1967 pour renforcer sa main mise : sous prétexte de protéger l'Égypte, elle y a exporté de massives quantités d'armements, qui ne sont pas du tout gratuits ! Elle y a envoyé près de 20.000 "conseillers" militaires qui se sont emparés, de fait, du contrôle des forces armées égyptiennes. Elle a transformé l'Égypte en base principale pour sa pénétration au Proche Orient et en Méditerranée :

— la flotte soviétique, plus puissante à présent que la 6<sup>e</sup> flotte US, est installée à Alexandrie et à Port-Saïd.

— l'armée soviétique, qui, avec ses avions et ses fusées, utilise les 3 bases aériennes égyptiennes dispose, souverainement, de 3 autres bases (El Mansoura, Inchass, Gianaclis).

Les Soviétiques, de plus, construisent une puissante base aéronavale à Marsa-Matrouh.

L'URSS se sert de sa tutelle militaire comme d'un moyen de chantage et de pression pour renforcer son exploitation économique : pratiquement toute la production égyptienne de coton ne sert qu'à payer, en partie, les armements russes. L'Égypte, tout comme un pays dépendant exporte vers l'URSS principalement, soit des produits agricoles (coton, riz, oignons, agrumes), soit des produits de première transformation (tôles, textiles), soit des articles de confection, dont le bas prix est obtenu par une surexploitation de la main d'œuvre (vêtements, chaussures).

Par contre, l'URSS a fait de l'Égypte un débouché important pour ses produits industriels élaborés. A elle seule, l'Égypte absorbe la moitié des exportations russes vers le monde arabe et ces exportations ont doublé entre 1966 et 1970, c'est-à-dire après l'agression israélienne.

Si Sadate chassait effectivement tous les occupants soviétiques d'Égypte, ce serait assurément une bonne chose.

Le peuple égyptien, qui a appris, en 15 ans à détester ces nouveaux colonisateurs, s'en réjouirait.

Mais Sadate, n'est pas du tout pour autant un héros de l'indépendance nationale et de la liberté des peuples. Il a déjà fait ses preuves en réprimant les mouvements populaires de l'été 71 et le mouvement étudiant de janvier 72 qui précisément réclamait d'engager le combat contre l'occupant sioniste.

Tout en inféodant de plus en plus l'Égypte à l'URSS, Sadate s'est toujours efforcé de laisser la porte ouverte à l'impérialisme US. Le 1<sup>er</sup> mai 71, il déclare : "Je préfère croire l'Amérique", reçoit Rogers le 8, et le 27, signe un "traité d'amitié et de coopération" pour 15 ans avec l'URSS. Aujourd'hui, il déclare qu'il accueillera favorablement toute initiative de paix, d'où qu'elle vienne", c'est-à-dire des USA.

La décision de Sadate — qui jusqu'à présent ne toucherait en fait qu'un quart des occupants soviétiques — prouve seulement qu'il a de plus en plus de mal à faire accepter au peuple égyptien la domination soviétique et le complot soviéto-US contre les peuples arabes.

**HORS D'EGYPTE LE SOCIAL IMPERIALISME !  
A BAS L'ALLIANCE SOVIETO-US  
CONTRE LES PEUPLES ARABES !**

# mac-govern un représentant de l'impérialisme américain

Mac Govern sera le candidat du "clan" démocrate à la présidence des USA. Mac Govern s'est largement étendu sur son programme électoral, de grandes réformes sociales sur le plan intérieur, et à propos du Vietnam, "Je mettrai fin aux bombardements incessants en Indochine le jour de ma prise de fonction"... "dans les 90 jours après ma prise de fonction, tous les soldats américains et tous les prisonniers américains seront sortis de la jungle et de leur cellule et seront revenus en Amérique"...

S'agit-il, comme voudrait le faire croire "l'Humanité", de la perspective de profondes réformes aux USA ? En réalité, les candidats US à l'élection présidentielle nous ont habitués à ce genre de déclarations. Nixon lui-même n'a-t-il pas déclaré, lors de sa campagne électorale qu'il allait lutter contre la pauvreté et "mettre fin à la guerre du Vietnam dans les 6 mois qui suivraient son élection" ? ... C'était en 1968 !

Mac Govern n'a rien d'un révolutionnaire ! Comme tous ses concurrents, il est un authentique défenseur de l'impérialisme US. C'est le même Mac Govern qui déclarait il y a peu de temps qu'il ne souhaitait pas diminuer le potentiel américain mais simplement supprimer son caractère excessif, et qu'en revanche, il restait partisan du maintien de la présence américaine dans le monde.

Le succès de Mac Govern ne traduit pas un changement de nature de l'impérialisme US : ce n'est que la conséquence de la débâcle qu'il subit en Indochine et dans le monde entier. C'est cette débâcle, qui accentue les contradictions entre l'administration Nixon et le peuple américain, las de servir de chair à canon au Vietnam et de voir ses conditions de vie empirer du fait de la guerre.

C'est aussi cette débâcle qui pousse certains clans de l'impérialisme US à envisager une nouvelle tactique. Ces clans espèrent utiliser la porte de sortie que leur offre le GRP : le retrait des troupes US du Vietnam et la cessation du soutien au fantoche Thieu, pour essayer de résoudre les problèmes intérieurement et de sauver la domination US sur les reste du monde. Mac Govern lui-même a annoncé que ses projets n'étaient pas incompatibles avec le maintien de troupes en Thaïlande et dans le Sud-Est asiatique.

En tout cas, que le futur président accepte cette porte de sortie ou décide de poursuivre la guerre jusqu'à la déconfiture totale, cela dépend largement du rapport de forces qu'imposent les FAPL sur le terrain. La politique indochinoise du futur président ne se décidera pas dans les urnes américaines, mais dans la jungle du Vietnam.

## GENNEVILLIERS : PROFONDE SYMPATHIE DES OUVRIERS IMMIGRES POUR LA LUTTE DU PEUPLE VIETNAMISIEN.

Depuis plusieurs mois nous diffusons régulièrement Front Rouge sur 2 marchés de Gennevilliers, marchés fréquentés en majorité par des ouvriers immigrés. Très souvent, nous avons choisi d'axer notre travail d'agitation sur la lutte du peuple vietnamien, par des tracts en français et en arabe, par une série de panneaux simples, avec photos et cartes : sur la guerre du peuple, sur l'unité de combat du peuple vietnamien du nord au sud, sur la direction politique de la lutte armée, sur le soutien de la république populaire de Chine et la trahison de l'URSS, sur les crimes nazis des yankees, sur la solidarité de combat des peuples contre l'impérialisme.

A travers ce simple travail d'agitation, il est apparu clairement que les ouvriers immigrés dans leur masse nourrissent une sympathie profonde pour la lutte du peuple vietnamien : par exemple les brochures chinoises en arabe sur la résistance à l'agression US sont chaleureusement accueillies. La plupart des ouvriers immigrés notamment les Algériens qui ont connu la guerre contre l'armée coloniale française se rangent sans hésiter dans le camp de la lutte armée contre l'impérialisme. Leur solidarité n'est pas humanitariste : c'est le combat, le courage, la volonté de vaincre du peuple vietnamien qui les enthousiasment.

A noter qu'une intervention du Parti Communiste Marxiste Léniniste de France, à la porte de Chausson-Gennevilliers a confirmé cela : plusieurs dizaines d'ouvriers, immigrés pour la plupart, se sont regroupés autour des drapeaux de la RDVN et du GRP et de la grande banderole exaltant la solidarité de combat du prolétariat en France et des peuples d'Indochine. Ils ont écouté la prise de parole des militants et accueilli avec sympathie leurs tracts. L'un d'eux, comme un drapeau US avait été brûlé, déclara : "Vous avez raison : c'est comme ça qu'ils finiront les Américains au Vietnam !"

# VIETNAM : vers la victoire totale

**3 MOIS D'OFFENSIVES VICTORIEUSES DES FORCES ARMEES POPULAIRES DE LIBERATION ET DE LA POPULATION DU SUD VIETNAM ONT BALAYE LES EFFORTS DE NIXON POUR MAINTENIR AU VIETNAM LA DOMINATION US ET SON FANTOCHE THIEU.**

Echec de l'escadre aérienne :  
260 avions détruits au nord (dont 8 B52) et 600 au sud.



Melvin Laird, secrétaire d'Etat à la défense US, reconnaît le 5 juin que l'offensive causerait un déficit de 3 milliards de dollars dans le budget US.

Liquidation de l'armée fantoche :  
— 150.000 ennemis tués, blessés, ou capturés.  
— sur les 13 divisions fantoches, 4 sont sérieusement touchées et 3 sont rayées des effectifs.



— la 3<sup>e</sup> division est anéantie vers le 17<sup>e</sup> parallèle. Son 56<sup>e</sup> régiment a rallié les FAPL et son commandement s'est enfui après 6 h de combat à Quang Tri.  
— la 22<sup>e</sup> division est anéantie sur la côte centrale lors de la libération de Binh Dinh.  
— la 5<sup>e</sup> division, surnommée "la poisse" est anéantie autour de An Loc.

Echec de la pacification :  
— de nouvelles provinces entières sont libérées (Quang Tri, Binh Dinh, Tay Ninh...) comptant plus de 2 millions d'habitants.  
— la population de milliers de villages chasse l'administration et l'armée fantoche.



Dans le delta du Mekong, où la "pacification" avait fait 100.000 morts dans la population en 1969, les postes militaires fantoches tombent à la cadence de 10 par jour : un million d'habitants a libéré un territoire de 1.500 km<sup>2</sup>.

## AU BOUT DES FUSILS DES FAPL, SE CONSTRUIT LE POUVOIR REVOLUTIONNAIRE, SUR LES RUINES DU REGIME ANTIPOPULAIRE DU FANTOCHE THIEU. GUERRE POPULAIRE, ET LARGE UNION NATIONALE CONTRE L'IMPERIALISME ET SES LARBINS, C'EST LA LIGNE DU FRONT NATIONAL DE LIBERATION.

"Les soldats et officiers dans les différentes formations de l'armée régulière fantoche qui luttent contre le régime militariste cruel et brutal des américains et de Thieu... bénéficient de l'approbation et du soutien du peuple et du pouvoir révolutionnaire".



Chaque mois, 10.000 déserteurs parmi les soldats enrôlés de force dans l'armée fantoche. Beaucoup de déserteurs rejoignent les FAPL.

"Les familles ayant des membres recrutés de force par les américains et Thieu... sont de malheureuses victimes de la politique d'agression des impérialistes américains. La population, le FLN et le pouvoir révolutionnaire s'abstiendront de toute discrimination à leur égard".



Dans plusieurs villes du Sud, des milliers de femmes ont attaqué les centres de recrutement pour libérer leurs maris et leurs enfants enrôlés de force, comme tous les hommes de 17 à 43 ans. Toutes les facultés de Saïgon sont fermées. Dans les villes comme Saïgon, les étudiants luttent, malgré la répression féroce (arrestation et torture du président de l'Association Générale des Etudiants de Saïgon, de membres de la JOC, assassinat de 2 dirigeants étudiants de Hué) contre l'enrôlement forcé.

"Les fonctionnaires de l'administration fantoche qui maintiennent de bons rapports avec la population... s'opposent à toutes manœuvres perfides des américains et de Thieu... verront leurs mérites reconnus".  
(extraits de l'appel en 10 points du GRP).



Dans Quang Tri libre, le Comité Révolutionnaire Provisoire appelle les fonctionnaires à rejoindre leur poste sans discrimination.

En 3 mois, le criminel Nixon a ordonné des centaines d'attaques contre les digues de RDV. Si ces digues se rompaient, les eaux des fleuves détruiraient des centaines de milliers d'hectares et noieraient des centaines de milliers de personnes. Et la moindre fissure causée par les bombardements peut causer la rupture de la digue pendant les grosses eaux de l'été. C'est un véritable génocide qu'a ordonné Nixon, comparable à la destruction des polders hollandais, pour laquelle le nazi Sess Inquart a été pendu à Nuremberg.

La guerre lui coûtait cher en dollars et en vies humaines. Nixon décida, après 68, de la faire faire par des Vietnamiens. Il parle à grands cris de désescalade, et en même temps, il équipe une armée fantoche saïgonnaise d'1 million d'hommes. Il retire des troupes du Vietnam et en même temps, il renforce la 7<sup>e</sup> Flotte et les bases de Thaïlande : aujourd'hui, 200.000 hommes, 200 B52 et 1.200 bombardiers. Il parle de paix, et en même temps, il bombarde des écoles et des hôpitaux, massacre des milliers d'hommes, et bloque les ports vietnamiens en les minant. Rien de cela n'a fait fléchir la détermination du peuple vietnamien.

La "Pacification" : 44.000 "spécialistes" fantoches, sous la direction de 7.400 "conseillers" US de la CIA pour imposer au peuple vietnamien le régime US-THIEU : "Tout tuer, tout brûler, tout détruire". 26 % des villages sont rasés, 25 % de la population regroupée dans des camps de concentration. La torture, des massacres comme ceux de Song My, la famine, la misère.

**LE POUVOIR FANTOCHE VACILLE, THIEU EST DE PLUS EN PLUS ISOLE. LA PLUS LARGE UNION PEUT HATER SA CHUTE. C'EST L'OBJECTIF DE L'APPEL LANCE PAR LE GRP A LA CREATION D'UN GOUVERNEMENT A 3 COMPOSANTES.**

- des représentants du GRP.
- des personnalités de l'administration (excepté Nguyen Van Thieu) qui sont pour un changement de politique et un règlement négocié.
- des patriotes hostiles à la présence américaine.

**3 MOIS D'OFFENSIVE DEVRAIENT FAIRE COMPRENDRE AUX AGRESSEURS US QUELLE EST LA SEULE ISSUE A LEUR DECONFITURE. LA PORTE DE NEGOCIATIONS DE PARIS RESTE OUVERTE, A CONDITION QUE :**

- les Etats-Unis mettent fin à la guerre aérienne et à toutes les activités militaires au Vietnam, retirent du Sud Vietnam rapidement la totalité des troupes, conseillers et personnels militaires, armes, matériel de guerre des USA et des autres pays étrangers du camp américain, démantèlent les bases militaires au Sud Vietnam.
- ils respectent le droit à l'auto-détermination de notre population, mettent un terme à toute ingérence dans les affaires intérieures du Sud Vietnam. En conséquence, Nguyen Van Thieu, homme de main de la politique d'agression américaine doit donner immédiatement sa démission, l'administration de Saïgon doit cesser sa politique belléiste, abolir immédiatement son appareil d'oppression, mettre fin à la "pacification", dissoudre les camps de concentration, rendre la liberté aux personnes arrêtées pour des raisons politiques, garantir au peuple les libertés démocratiques stipulées par les Accords de Genève de 1954 sur le Vietnam.  
(Les 2 points clefs du GRP).

**C'EST POUR LES USA, LA SEULE ISSUE RAISONNABLE. SINON, LE PEUPLE VIETNAMISIEN LUI INFLIGERA LA PLUS CUISANTE DEFAITE MILITAIRE DE LEUR HISTOIRE.**